

Fédération des Centres Sociaux
de Seine-Saint-Denis

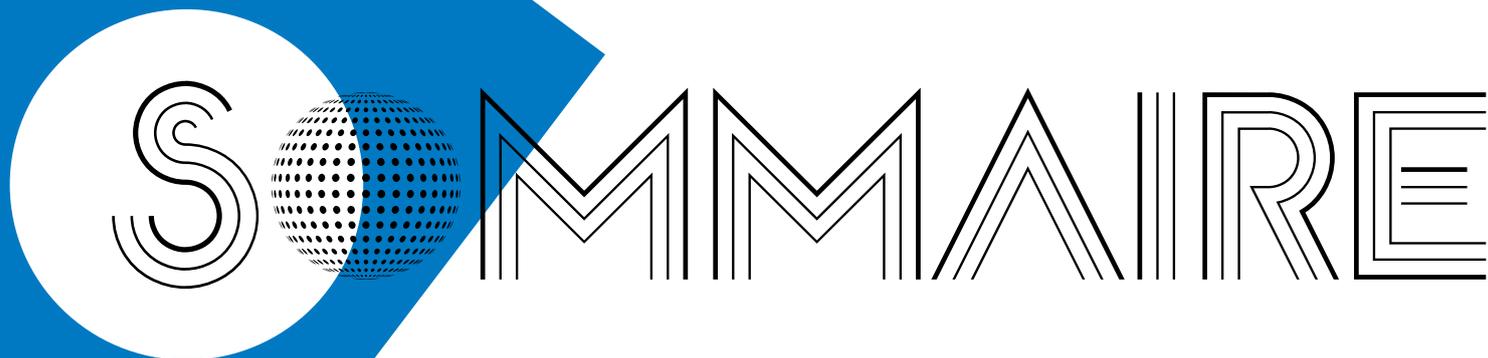


Rapport d'activité

2018







SOMMAIRE

INTRO : LA FÉDÉRATION : QUI SOMMES-NOUS ?	P4 = P 13
MISSION 1 : L'ANIMATION DU RÉSEAU	P14 = P 27
MISSION 2 : LES ACTIONS DE FORMATION ET DE QUALIFICATION DU RÉSEAU	P28 = P 35
MISSION 3 : L'ACCOMPAGNEMENT DU RÉSEAU	P36 = P 45
MISSION 4 : REPRÉSENTATION, PROMOTION ET VALORISATION DU RÉSEAU	P46 = P 53
PERSPECTIVES POUR 2019	P54 = P 61
ANNEXES	P62 = P 63

Qui sommes-nous ?

UNE FÉDÉRATION AVEC UN OBJET ASSOCIATIF

La fédération des centres sociaux de Seine-Saint-Denis (FCS 93) a pour objet :

- de regrouper, aider, promouvoir les centres sociaux du département ;
- de favoriser le développement des centres, la promotion de leurs projets sociaux et la mise en œuvre de la participation des habitant.e.s ;
- de leur apporter une aide technique dans différents domaines, tels que l'information, la communication, la qualification et en soutenant la recherche de financements ;
- de susciter la création de nouveaux centres sociaux et socioculturels.

Extrait de l'article 2 des statuts de la fédération adoptés lors de l'Assemblée générale extraordinaire du 18 juin 2015

UNE FÉDÉRATION AVEC DES MISSIONS FÉDÉRALES

La Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France (FCSF) définit ainsi les 6 missions fédérales de base :

FONCTION « RESSOURCE STRATÉGIQUE »

- ▶ Entretien de la relation avec les pouvoirs publics
- ▶ Identifier et organiser de nouveaux partenariats
- ▶ Mettre en œuvre une réflexion prospective

FONCTION « RESSOURCE TECHNIQUE »

- ▶ Accompagnement de création de nouveaux centres/nouvelles fédérations
- ▶ Appui aux centres/fédérations en difficulté
- ▶ Qualification des acteurs.trices
- ▶ Animation de dispositifs locaux ou nationaux

FONCTION « ANIMATION DE RÉSEAU »

- ▶ Favoriser les échanges inter-centres/interfédérations
- ▶ Gérer le système d'information intercentres/inter-fédéral

FONCTION « REPRÉSENTATION »

- ▶ Faire vivre une fonction de communication externe
- ▶ Porter la parole des centres sociaux et de leurs fédérations auprès des pouvoirs publics

FONCTION « GARANTIE DU SENS »

- ▶ Promotion de la Charte des centres sociaux
- ▶ Faire vivre le processus « adhésion reconnaissance » des centres sociaux
- ▶ Faire vivre le « devoir d'intervention » en direction des centres et des fédérations.

FONCTION « GARANTIE DE LA VIE ASSOCIATIVE »

- ▶ Élaborer et piloter un projet fédéral
- ▶ Se soucier du renouvellement des instances fédérales
- ▶ Organiser une prise de responsabilité partagée au sein du CA
- ▶ Entretien et développement des relations avec les financeurs de la fonction fédérale
- ▶ Assurer l'économie de la fédération : gestion de ses ressources humaines et financières

Extrait du projet fédéral La Fabrique des possibles 2014-2022, p. 39.

UN CONSEIL D'ADMINISTRATION, UN BUREAU ET UNE VIE ASSOCIATIVE DYNAMIQUE



Les membres du Conseil d'administration de la fédération ont été désignés lors de l'Assemblée générale du 22 juin 2018 ; quant aux membres du Bureau, ils ont été élus lors du Conseil d'administration du 5 juillet 2018 :

REPRÉSENTANT LE COLLÈGE DES PROFESSIONNEL.L.E.S (7) :

- ▶ Mme Rachida Aoudia, Directrice du Centre Social Romain Rolland, Saint-Denis
- ▶ M. Ridouan AASOUT, Directeur du Centre Social les Trois Quartiers, Aulnay-sous-Bois
- ▶ M. Halim BELMOKHTAR, Directeur de la Maison de Quartier du Vieux Pays, Tremblay-En-France
- ▶ M. Mourad CHALAL, Chargé de mission à l'ACSA, Aulnay-sous-Bois
- ▶ Mme Céline GRIMAUD, Coordinatrice famille parentalité au CS Grand Air, Montreuil – Secrétaire de la fédération
- ▶ Mme Aïcha MEDJAOUI, Directrice du centre social des Hauts de Gagny, Gagny – Membre du Bureau de la fédération
- ▶ M. Pierre VERGNOLLE, Directeur de la maison de quartier Georges Brassens, Bondy – Trésorier de la fédération

REPRÉSENTANT LE COLLÈGE DES BÉNÉVOLES – HABITANT.E.S (7) :

- ▶ Mme Aïcha DERDAR, Bénévole, Sevrans – Membre du Bureau de la fédération
- ▶ M. Francisco GARCIA-CANELO, Chef de projets socio-éducatifs, Bondy
- ▶ Mme Émilie KATTIL POUREIL, Chargée d'insertion professionnelle référente PLIE à Bondy Insertion, Bondy
- ▶ Mme Marie MAUREY, Assistante sociale du personnel, Bondy
- ▶ M. Jean-François MARSAN, Bénévole dans les maisons de quartier Edmont Michelet et Marcel Paul, Sevrans
- ▶ Mme Hanan MILOUDI, Directrice de Partenaires Pour la Ville, Saint-Denis
- ▶ Mme Véronique SAINT AUBIN, Directrice de SFM AD, Stains

REPRÉSENTANT LE COLLÈGE DES INSTITUTIONNELS – GESTIONNAIRES (3) :

- ▶ Mme Muriel CASALASPRO, Adjointe au Maire en charge de la Politique de la Ville et du développement territorial, Montreuil – Membre du Bureau de la fédération
- ▶ M. Djamel KABACHE, Directeur Démocratie Jeunesse et Vie Sociale des quartiers, Bagnolet – Président de la fédération
- ▶ Mme Monique VERTE, Maire-Adjointe Politique de la Ville, Villepinte

17 bénévoles dont **10** femmes et **7** hommes, participent ainsi à la vie fédérale définissant ses orientations politiques et stratégiques et veillant à leur application. En **2018**, le Conseil d'administration s'est réuni **8** fois et le bureau, à **10** reprises, témoignant ainsi du dynamisme de la vie fédérale.

L'Assemblée générale de la fédération s'est tenue à la Maison Pour Tous Centre social de Gournay-sur-Marne. **55 personnes y ont participé.**

Enfin, deux séminaires ont été proposés aux membres du Conseil d'administration ainsi qu'à l'équipe salariée : ils ont été animés par Accolades sur le thème de la gouvernance participative (mars 2018) et par la FCSF sur le thème, du travail associé (novembre 2018) entre les équipes des salarié.e.s et des bénévoles.

UNE ÉQUIPE DE 5 SALARIÉ·E·S ET L'ACCUEIL D'UNE STAGIAIRE



Céline HEITZMANN / Camille GREMEZ (arrivée depuis le 1er octobre 2018)

Déléguée fédérale

- Vie fédérale
- Pilotage global de la Fédération
- Missions spécifiques :
 - Appui à la création de nouveaux centres
 - Soutien aux centres existants
 - Administration / Gestion
 - Projet fédéral
 - Parentalité
 - Observatoire des centres sociaux
- Formations des salarié·e·s et des bénévoles
- Représentation de la Fédération auprès des partenaires
- Implication dans le réseau régional (UFFCS) : Commission Formation, Réunions des Délégués-es, Vie statutaire
- Implication dans le réseau national (FCSF) : Vie statutaire, Réunions des cadres fédéraux.



Faïda YAHIAOUI *Chargée de projets*

- Vie fédérale
- Missions spécifiques :
 - Référente Egalité de traitement
 - Vieillesse
 - Accueil
 - Linguistique
- Formations des salarié.e.s et des bénévoles
- Appui à la mise en œuvre du Projet fédéral
- Implication dans le réseau régional (UFFCS) : Commission Lutte contre les discriminations et Commission Vieillesse.



Roman ORINOWSKI *Chargé de projets*

- Vie fédérale
- Missions spécifiques :
 - Jeunesse et mobilité européenne
 - Référent Fabrique d'Initiatives Citoyennes et participation des habitant.e.s
- Formations des salarié.e.s et des bénévoles
- Appui à la mise en œuvre du Projet fédéral.
- Implication dans le réseau régional (UFFCS) : Commission Jeunesse.
- Implication dans le réseau national (FCSF) : Mobilité européenne.



Elsa VACHERON / Johanna AMAN
Chargée de projets

- Vie fédérale
- Missions spécifiques :
 - Culture
 - Référente Communication : print, web, graphique.
 - Usages du numérique
- Formations des salarié·e·s et des bénévoles
- Appui à la mise en œuvre du Projet fédéral
- Implication dans le réseau national (FCSF) : Communication.



Carine TEIXEIRA *Secrétaire fédérale*

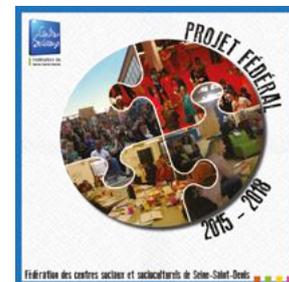
- Vie fédérale
- Accueil
- Suivi administratif et comptable
- Communication
- Appui à la mise en œuvre du Projet fédéral
- Soutien sur le dossier « Cnav »

Zineb KAID GHERBI *Stagiaire*

- Mission : Etablir un diagnostic des ateliers socio-linguistiques au sein des centres sociaux de la Seine-Saint-Denis.



UN PROJET FÉDÉRAL : 2015-2018



1

APPROFONDIR NOTRE PROJET POLITIQUE DANS UN MONDE EN MOUVEMENT

Objectif 1

Valoriser les centres sociaux
et promouvoir leur reconnaissance

- Observatoire - SENACS*
- Supports de communication
- Temps forts
- Rapport biennal
- Rencontres des élu.e.s

Objectif 2

Réinterroger les modes
de gouvernance fédérale

- Implication des bénévoles
- Mise en place de groupes de travail mixtes (bénévoles et salarié.e.s)

Objectif 3

Se positionner sur des questions
de société et d'actualité

- Ouverture d'espaces d'échanges avec le conseil d'administration de la FCS93
- Amélioration de la communication de la FCS93 en direction du CA
- Valorisation des actions jeunesse

2

RENFORCER ET ACCOMPAGNER LES CENTRES SOCIAUX DANS LEUR FONCTIONNEMENT POUR CONSOLIDER LEURS FONCTIONS DE BASE

Objectif 1

Engager une réflexion
sur le modèle économique
des centres

- Groupement d'employeurs
- Centre social SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif)
- Pacte de coopération
- Schéma d'animation de la vie sociale

Objectif 2

Outiller les directions de centres
sur la gestion des ressources
humaines (GRH)

- « Petits Dej' des Directeur.trice.s »
- Groupe des référent.e.s familles
- Cycles de conférences

Objectif 3

Développer une stratégie pour
élaborer des parcours de formation
adaptés aux besoins des équipes
des centres sociaux

- Co-constructions de formations qualifiantes

3

METTRE LE POUVOIR D'AGIR AU COEUR DE NOS PROJETS

Objectif 1

Renforcer les dynamiques
participatives du réseau fédéral

- Réseau d'entraide
- Groupes de travail en autogestion

Objectif 2

Accompagner le pouvoir d'agir
dans les centres sociaux

- Expérimentation recherche-action
- Formation groupe des référent.e.s familles, petits déj' directeur.trice.s, commission culture, etc.

Objectif 3

Favoriser l'expression des habitants-es
et des bénévoles dans le réseau

- Conférence gesticulée
- Format type Réseau et Parlement libre des jeunes

4

ACCOMPAGNER LES CENTRES SOCIAUX DANS DES RÉPONSES À DES QUESTIONS SOCIALES ET SOCIÉTALES

Objectif 1

Proposer des méthodes et outils pour
une meilleure prise en compte des besoins

- Observatoire des centres sociaux-SENACS
- Parlement citoyen
- Conférence gesticulée

Objectif 2

Développer une approche transversale
des inégalités sur nos territoires

- Diagnostic des besoins sur les modes de gardes
- Charte de l'action culturelle en centre social
- Chantier « Culture »
- Chantier « seniors »

LE MOT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'année 2018 a été jalonnée de temps forts, que ce soit au niveau local, régional ou au niveau national. C'est à ce niveau que se décident les grandes stratégies de notre partenaire privilégié, la Caisse d'allocations familiales. La Convention d'Objectifs et de Gestion 2018-2022 précise les thématiques concernant particulièrement les centres sociaux et socioculturels :

- Accompagner les parcours éducatifs des enfants dans le cadre du plan mercredi ;
- Soutenir les jeunes dans leur accès à l'autonomie ;
- Valoriser le rôle des parents en créant des lieux d'accueil enfants parents, des postes de médiateurs familiaux, des réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (REAPP) ;
- Développer l'animation de la vie sociale en aidant au financement de 400 centres sociaux supplémentaires, dont 260 dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

A notre réseau de se saisir de ces orientations au niveau local en lien avec la Caf de la Seine-Saint-Denis, en particulier pour le dernier axe que nous retrouvons dans le cadre de notre conventionnement pluriannuel.

Notre réseau compte aujourd'hui 54 centres adhérents sur 78 pour un département de 40 communes. Le centre social et socioculturel est un foyer d'initiatives qui parfois percutent nos institutions, fait débat, soulève des controverses. En effet, nos sociétés sont dans une structuration verticale et nous prôtons une relation horizontale, c'est un changement de paradigme. Les centres sociaux et socioculturels ont à cœur d'accompagner cette démarche qui repose sur une approche globale et un accueil inconditionnel ; cette politique ne peut pas reposer uniquement sur l'engagement de la diversité des acteurs du territoire, salarié.e.s, bénévole.s, habitants, associations, collectivités.s. L'Etat doit aussi jouer son rôle, notamment par des moyens financiers et la garantie de la cohésion sociale et territoriale.

Or, quand 65% des centres sociaux et socioculturels, soit 51 sur les 78 agréés sont en quartiers prioritaires et près de 88% ont un territoire de compétence incluant les habitants vivant dans ces mêmes quartiers, je ne peux faire l'économie de questionner le financement de la politique de la ville et le fameux droit commun : ces politiques ne sont pas à la hauteur des besoins de notre département, elles se construisent en grande partie sur des appels à projets multiples, des critères, des dispositifs ; elles créent une forme de mise en concurrence entre les acteurs et sont en contradiction avec l'enjeu de cohésion sociale à long terme.

Nous devons nous saisir des outils communs comme les nombreux Schémas départementaux existants en matière de coordination des politiques publiques mais aussi de SENACS (Système d'échange national des centres sociaux) pour interroger les moyens dédiés aux actions menées par les centres sociaux et socioculturels. Dans celui 2018, l'action de l'accès au droit y figure en première place : c'est devenu une thématique majeure impactant la fonction accueil. La dématérialisation des procédures conduit en effet les usagers à solliciter davantage les professionnel.le.s et bénévoles pour être accompagnés dans leurs démarches et les demandes sont exponentielles. Aussi, les pouvoirs publics doivent nous soutenir sur cet enjeu de lutte contre la fracture numérique, notamment par le biais d'un financement pérenne de l'accueil global mais aussi par une meilleure coopération pour assurer le parcours d'accès aux droits des personnes accueillies.

L'apprentissage du français est également un enjeu départemental. C'est pourquoi, le réseau s'est mobilisé dans le cadre de la journée de mobilisation nationale en organisant un temps fort lors de la matinée du 18 octobre. Nous étions plus de 500 sur le parvis de la Préfecture de Bobigny pour revendiquer le Français pour tout.e.s. Nous resterons mobilisés sur cette question : l'apprentissage du français doit devenir un droit !

L'année 2018 marque un tournant pour notre fédération : 20 ans du festival Transit, lequel met en avant le développement des pratiques artistiques amateurs, un projet fédéral arrivé à terme, une équipe salariée en recomposition, l'année 2019 nous servira de bilan et de nouveau départ. Nos objectifs de travail sont déjà mis en chantier dans le cadre des Etats généraux qui alimenteront à la fois notre nouveau projet fédéral 2019-2022 et notre Manifeste à l'attention des futurs candidats aux prochaines élections municipales.

Notre fédération est un lieu ressources à disposition des structures de l'animation de la vie sociale. Elle permet la rencontre des acteurs à l'échelle départementale et doit renforcer ses alliances avec les associations et d'autres réseaux partageant ses valeurs, celles de l'éducation populaire, qui promeut l'émancipation de l'Homme.

Vous trouverez une présentation détaillée de l'ensemble de nos activités 2018 dans ce rapport. Nous vous en souhaitons une bonne lecture !

20

▶ Groupes de travail et réunions thématiques

15
événements
pour 1455
participant.e.s

▶ Evènements départementaux

5

temps
pour 69
participant.e.s

▶ Participation du réseau 93 aux temps forts
du réseau régional et national

11

formations

185

participant.e.s

▶ Formations organisées par la **fédération 93**

7

formations

28

participant.e.s

▶ Participation du réseau 93 aux formations
de l'Union francilienne des centres sociaux

MISSION 1 :
L'animation du réseau

L'AN
20
EN CH

MISSION 2 :
La qualification des acteurs

NÉE 18 IFFRES

MISSION 3 :
L'accompagnement du réseau

7

▶ Accompagnements individuels de centres sociaux dans le renouvellement de leur projet social

3

▶ Accompagnements de préfigurations de centres sociaux

46

▶ Accompagnements de centres à la demande

MISSION 4 :
Représentation, promotion et valorisation du réseau

5

▶ Publications

36 parutions
520 abonné.e.s

▶ Fil Infos 93 (lettre d'informations)

L'ANNÉE 2018 EN CHIFFRES

54

centres sociaux
adhérent à la Fédération

78

centres sociaux agréés
sur le département

La fédération compte un réseau de 54 centres sociaux adhérents sur les 78 agréés par la CAF au 31.12.2018 (données SENACS 2018). 6 centres sont en cours d'adhésion.

Parmi nos adhérents, 37 centres, soit 68.5%, sont situés en quartier prioritaire de la politique de la ville et 7 sont en zone limitrophe, ce qui représente un total de 81.5% de nos centres adhérents qui interviennent pour les habitants des quartiers prioritaires de la Seine-Saint-Denis. 10 centres, soit 18.5% de nos adhérents, sont hors quartiers prioritaires depuis la nouvelle géographie prioritaire adaptée par la Loi LAMY en 2014.

Parmi ces 54 centres adhérents : 17 sont en gestion associative, soit 31.5% ; 35, soit 65%, en gestion municipale dont 2 par des CCAS et 2, soit 4%, directement en gestion CAF.

L'ensemble des centres sociaux de Seine-Saint-Denis représente une masse salariale de 888 salariés et fonctionnent grâce à l'engagement et au dynamisme de leurs 2 381 bénévoles (données SENACS 2018).



Les Modes de gestion



- 25% Associatif
- 4% Caf
- 3% CCAS
- 67% Municipaux
- 1% Autres (délégation de gestion)

DES PARTENAIRES :



MISSION 1 :
L'ANIMATION
DU RÉSEAU

MISSION 4 :
REPRÉSENTATION,
PROMOTION ET
VALORISATION
DU RÉSEAU

MISSION 2 :
LES ACTIONS DE
FORMATIONS ET DE
QUALIFICATION DU
RÉSEAU

MISSION 3 :
L'ACCOMPAGNEMENT
DU RÉSEAU

FCS93



MISSION 1 : *L'animation du réseau*



« Le projet "Des livres à soi", a apporté une plus-value au sein du secteur famille en lui-même. Il a également renforcé et crée des liens existants. Cela a permis notamment aux habitants d'élargir leur culture du livre et même de la créer pour certains (découverte de différents formats de livres, ...). »

Yasmina MOUNIF

Coordinatrice famille Maison de quartier du Vieux-Pays (Tremblay-en-France)

A. GROUPES DE TRAVAIL ET RENCONTRES THÉMATIQUES

a. Au niveau départemental

La commission jeunesse départementale : un lieu d'échanges de pratiques et de projets collectifs

La commission Jeunesse départementale s'est réunie à quatre reprises afin de favoriser des échanges de pratiques ou encore de faire émerger des projets collectifs. Ce sont aussi des rencontres qui permettent l'information, la sensibilisation et l'échange autour des programmes européens et des enjeux de la mobilité des jeunes.

Les thématiques abordées ont concerné : le partenariat jeunesse dans nos territoires, l'accompagnement à la scolarité et la mobilisation du public.

A l'initiative de la commission jeunesse, un projet de RÉSEAU JEUNES 93 a été développé au cours des différentes rencontres et a abouti lors des vacances scolaires de fin d'année. Il a regroupé une cinquantaine de jeunes des centres sociaux du Vieux Pays à Tremblay-en-France, Maroc-Chatenay-Poète à Pierrefitte-sur-Seine, Guy Toffoletti à Bagnolet et l'APJC aux Pavillons-sous-Bois.



L'accès au français : échanges et mobilisation

1. L'animation du groupe des coordinatrice.teur.s des actions linguistiques en centre social

Ce groupe est né au mois de mars 2016.

Animé par la Fédération des Centres Sociaux, il a pour objectifs de permettre aux coordinateur.trice.s, d'échanger, de collaborer, de mutualiser leurs pratiques, et de mettre en travail, entre pairs, toutes questions qui se posent à la fonction de coordination linguistique en centre social. Ouvert à l'ensemble des centres sociaux de Seine-Saint-Denis, il est composé de 8 membres « réguliers ».

Parmi les objets de travail de ce groupe, peuvent être cités :

- ▶ La recherche de financements avec l'idée de créer un catalogue/répertoire ;
- ▶ La visibilité sur le département des acteur.trice.s de l'accès au français ;
- ▶ La relation coordinateur.trice.s, formateur.trice.s (bénévoles et salarié.e.s) et stagiaires ;
- ▶ Les liens avec les partenaires ;
- ▶ Création d'un parcours de bénévoles ;
- ▶ La formation des coordinateur.trices et des formateur.trices ;
- ▶ Le numérique dans les actions d'apprentissage du français.

Deux rencontres organisées :

▶ **03/05/18** : Lancement du projet de catalogue numérique de catalogue sur les financements.

▶ **03/07/18** : Un temps d'échanges de pratiques à partir du projet de coordination de l'offre linguistique à Bondy ; Présentation et discussion à partir des éléments du diagnostic sur l'offre linguistique des centres sociaux 93 et poursuite du travail autour de la création d'un catalogue sur les financements publics.

Perspectives 2019

Le souhait du groupe est de poursuivre le travail entamé autour d'une plateforme coopérative facilitant la recherche de financements pour les actions linguistiques, de poursuivre les temps d'échanges de pratiques et de qualification. Dans ce cadre une formation sur la fonction de coordination est proposée et ouverte à l'ensemble des coordinateur.trice.s du réseau et les temps de travail reconduits. Une rencontre à destination des bénévoles permettra de travailler sur un cadre commun.

2. Mobilisation du réseau 93 dans le cadre de la mobilisation nationale en faveur du français pour tou.te.s

Ces réunions de préparation ont permis aux centres sociaux en faveur du français pour tou.te.s - portée conjointement par la FCSF, le RADyA, le Secours Catholique et la Cimade - de dessiner la forme de ce rassemblement et de le préparer.

Comités techniques de préparation :

- **18/09** au centre social Edmond Michelet à Sevrans avec pour principal objet de penser l'organisation du rassemblement et la définition collective d'une stratégie d'actions, la communication et la mobilisation des acteur.trice.s concernées. **9 participant.e.s**
- **02/10** au centre social Césaria Evora à La Courneuve pour faire un point d'étape sur la préparation de l'événement et affiner l'organisation (plan ; animations ; matériel...). **5 participant.e.s.**

Rassemblement organisé le 18 octobre sur l'Esplanade Jean Moulin à Bobigny :

Plus de 500 personnes dont les apprenant.e.s, professionnel.le.s, bénévoles, élu.e.s et partenaires se sont relayés devant la préfecture, pour participer à des ateliers de français en plein air, dialoguer et prendre la parole et revendiquer un égal accès de tou.te.s au français.

[Une captation de l'événement est disponible en ligne](#)



Perspectives

L'enjeu est de poursuivre la mobilisation en s'appuyant sur ce qui a été produit pour encore mieux mobiliser les partenaires, interpellier le grand public et les médias. Une réunion de bilan a été proposée au réseau en janvier 2019 afin de réfléchir collectivement aux suites à donner à cette mobilisation.

Liste des propositions :

- Renforcer notre réflexion pour avancer sur les financements des actions linguistiques ;
- Sensibiliser les pouvoirs publics en s'appuyant sur les apprenant.e.s et en impliquant plus d'élu.e.s dans le mouvement ;
- Organiser un nouveau temps fort en 2019 et renforcer les coordinations locales.

L'égalité de traitement

1. Une rencontre départementale Égalité : « Agir pour mieux comprendre »



Une rencontre départementale Égalité : « Agir pour mieux comprendre » a été organisée le 12 avril au centre social La Plaine à Saint-Denis.

Cette rencontre avait pour objectifs d'interroger des méthodes de travail ascendantes pour faciliter l'accueil de projets qui partent des attentes et des besoins des habitant.e.s ; de découvrir des projets construits par des habitant.e.s et soutenus par des centres sociaux et de dégager des méthodes de travail qui font sens.

50 participant.e.s.

Au programme :

1) Partage d'expériences avec :

- Le collectif Ensemble pour les enfants de Bagnolet et le directeur du centre social de la Fosse aux Fraises ;
- L'Agence Nkali Works qui accompagne les femmes victimes de discriminations dans l'accès à l'emploi ;
- Le collectif Vivre ensemble l'Égalité de Lormont autour de leur documentaire « Décolonisons l'histoire » ;

- Le collectif des Bonnets d'ânes Montreuil ;
- L'association Diversité&Kids qui promeut la diversité dans les ouvrages de littérature jeunesse.



2) Des ateliers pour dégager des méthodes applicables en centre social :

- Donner la parole aux personnes concerné.e.s ;
- Garder trace de la parole des habitant.e.s sur l'Égalité ;
- Créer les conditions pour permettre aux personnes de s'exprimer ;
- Donner à voir ce qui a été produit ;
- Faire prendre la mesure des discriminations ;
- Soutenir des collectifs d'habitant.e.s mobilisés pour l'égalité.

La culture : un temps fort et des projets partenariaux

La FCS93 a pour ambition de favoriser les projets culturels dans les centres sociaux du département. 2018 a été marqué par le développement des partenariats et les 20 ans anniversaire du festival Transit.

1. Des partenariats dynamiques et porteurs

Dans une dynamique partenariale porteuse pour les centres sociaux, la FCS93 a poursuivi des projets avec les acteur.trice.s culturel.le.s du département :

- Le dispositif des Livres à soi (médiation littéraire auprès des familles) avec l'École du Livre Jeunesse

Le dispositif soutenu par le ministère de la culture est en place dans 5 centres sociaux de Seine-Saint-Denis (Centre Social Gros Saule à Aulnay-sous-Bois, Centre social CAF le Village à Bobigny, Centre social les Hauts de Gagny à Gagny, Maison de quartier Franc Moisin-Bel Air à Saint-Denis, Maison de quartier Vieux Pays à Tremblay-en France).

Cette action a mobilisé de nombreux secteurs du centre social (parentalité, jeunesse, accompagnement à la scolarité). Elle met également en lien plusieurs services d'une même ville : centre social, médiathèque et autres espaces culturels, ce qui en fait un atout indispensable.

- Accompagnement des centres sociaux dans la formalisation d'un Contrat Local d'Education artistique et culturelle (CLEA) avec leur collectivité, le Ministère de la Culture et de l'Education nationale.

3 centres ont été impliqués en 2018. Un temps de restitution du CLEA a eu lieu à Pierrefitte (les CS A. Croizat et Maroc-Châtenay-Poète) avec projection, exposition et bilan. Enfin, le centre social Arc-en-Ciel de Dugny a fait son 1er bilan et restitution durant l'année 2018 avec le collectif de photographes, « les pieds dans la France ».

- Le partenariat avec la MC 93 est toujours en cours.

(voir page 29 Formation à la Médiation au spectacle vivant : parcours accompagner les publics)

3. Les 20 ans du Festival Transit !

Le festival interculturel Transit s'est déroulé du 6 juin au 7 juillet et a mobilisé 7 centres sociaux sur 4 villes du département : Villepinte, Rosny-sous-Bois, Pierrefitte-sur-Seine et Montreuil. La 20ème édition du Festival Transit s'est clôturée au Nouveau Théâtre de Montreuil.

Près de 40 porteurs de projets dont des associations, collectifs d'artistes et d'habitant.e.s ont répondu présent à l'appel à projet lancé par les centres sociaux. Les habitant.e.s ont ainsi bénéficié d'un accompagnement par les professionnels des centres

sociaux et du spectacle.

700 spectateurs ont pu assister au niveau local à des démonstrations de double dutch, street work-out et même à la création live d'une peinture murale mettant à l'honneur le street art.

La Fédération a pris en charge la communication départementale de l'événement (affiches et programmes) et a soutenu 7 centres sociaux pour l'accompagnement artistique de certains de leurs projets.



Affiche Transit 2018

Centre social Grand air



Grand air



Centre social Esperanto



Nouveau Théâtre Montreuil



Nouveau Théâtre Montreuil

b. Au niveau régional

La prise en compte du vieillissement : une rencontre régionale « Au cœur du Développement social local, l'approche des centres sociaux »

Une rencontre régionale intitulée « Au cœur du Développement social local, l'approche des centres sociaux » a été proposée le 12 novembre 2018 au centre social La Plaine à Saint-Denis. 53 personnes y ont participé, dont 13 issues des centres sociaux séquanodyoniens.



Au programme de cette rencontre :

- Un temps de présentation faite par la CNAV Ile-de-France sur leur nouvelle COG (convention d'objectifs et de gestion) ; leurs attentes vis-à-vis des centres sociaux en terme de critères et sur les résultats de l'évaluation des projets des centres sociaux menée par un cabinet. Avec la présence de Laurène Pottier – chargée de l'action sociale et de Clémence Le Marrec - Responsable des actions collectives de prévention ;
- Un temps d'échanges entre la CNAV et les centres sociaux ;
- Des présentations de projets portés par les centres à partir de thématiques ciblées. Parmi ces présentations, celle du centre social Louise Michel Mikado autour de leur projet numérique ;
- Un temps de travail collectif qui a permis de formaliser les ambitions des centres sociaux autour de cette thématique.

Perspectives 2019

Le souhait du réseau était celui de voir se développer l'animation de réseau à une échelle départementale à partir des besoins de qualification formulés. L'enjeu est de proposer des temps de travail plus réguliers de manière à mieux répondre aux attentes des professionnel.les. Dans ce cadre, les réunions collectives de travail seront proposées en 2019 pour mieux travailler sur les préoccupations locales (partenariat, accès aux droits, structuration des projets...), faciliter les échanges de pratiques et préparer la rencontre régionale à venir.

Une rencontre régionale « Égalité et Pouvoir d'Agir » pour promouvoir les outils et expériences du réseau



Une rencontre régionale « Égalité et Pouvoir d'Agir » a été organisée le 29 novembre au centre d'animation Louis Lumière à Paris. La valorisation et diffusion des productions du réseau contribue à faire du réseau des centres sociaux franciliens un vivier de ressources mutualisées. L'objet de cette rencontre était donc de promouvoir les outils et expériences du réseau pour irriguer les pratiques car « chaque avancée d'un membre du réseau fait avancer tout le groupe ». Ce principe a été mis en œuvre avec cette rencontre dont l'objet était de proposer des échanges avec des centres sociaux venus partager leurs projets et d'autres venus les écouter et s'inspirer.

16 participant.e.s séquanodyoniens sur un total de 44.

Au programme :

1) Des présentations :

Un diagnostic sur les questions d'Égalité porté par le Centre social du Grand air à Montreuil ;
« Devenir Ensemble » au Centre Socioculturel Yannick Noah à Asnières-sur-Seine ;
« A vos marques, prêts, jugés » dans les Centres sociaux de la maison de Lachalle et des X Arpents d'Erany-sur-Oise ;
Palabres autour des discriminations avec le club junior du centre social Rosiers Chantepie de Sarcelles ;
La « Bibliothèque humaine » au centre social Le Paris's des Faubourgs.

2) Et 4 Ateliers :

KIT DE PHOTOLANGAGE
KAWAA
LE JEU DES PRIVILÈGES
LA VIDÉOTHÈQUE
MONTER UNE ACTION

Perspectives 2019

Mettre en place des rencontres régulières de type commissions ouvertes au réseau. Un cycle régulier de rencontres a été proposé sous forme de cycle de travail et d'outillage intitulé « Égalité et Pouvoir d'agir ».

B. LE RÉSEAU FÉDÉRAL : DU LOCAL AU NATIONAL, SOLIDARITÉ ET PROJETS COMMUNS POUR LES HABITANT.E.S ET LES ÉQUIPES DES CENTRES SOCIAUX

a. Le réseau national avec la Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France (FCSF) : valoriser nos expériences locales et se nourrir de ce qu'il se fait ailleurs.

Le rapport biennal 2018 : la parole des habitants des quartiers populaires en résonance nationale



“Il y a eu une cassure quelque part...”

Après « On voudrait entendre crier toutes les voix de nos cités – Paroles d'habitants des quartiers en politique de la ville » en juillet 2012, « Ils ne savent pas ce qu'on pense... - Paroles de jeunes de quartiers populaires » en septembre 2014, « Tisser la confiance dans les quartiers populaires – Un engagement ignoré, un défi politique » en novembre 2016, voici « Il y a eu une cassure quelque part... - Et maintenant on fait quoi ? » publiée en janvier

2019 après une année de rencontres locales et de recueil de la parole des habitants des quartiers populaires.

Cette publication sur l'état des quartiers, construite à partir de leur parole, a été réalisée par la Fédération des Centres sociaux et socioculturels de France et l'association Question de Ville, l'association des directeurs et directrices des centres de ressources pour la politique de la ville. Elle est le résultat d'une démarche qui vise, depuis 7 ans, à favoriser le dialogue entre habitants, professionnels et élus. Elle est surtout une occasion (trop) rare de pouvoir bénéficier du regard et de l'expertise des premiers concernés : les habitants de ces quartiers ! (Extrait article de la FCSF : <https://urlz.fr/9Rdn>)

La FCS 93 a contribué à ce rapport en organisant, avec les centres sociaux de La Courneuve (93), 4 rencontres, de janvier à mai, visant à recueillir la parole des habitants sur leur vécu de la rénovation urbaine et leurs constats et combats actuels. Ces rencontres ont rassemblé au total 37 participant.e.s, principalement des mères de famille, qui se sont mobilisées pour la restitution nationale du Rapport biennal le 12 janvier dernier. Cette rencontre nationale a mobilisé une centaine d'habitant.e.s dont une trentaine sont venu.e.s de La Courneuve avec leurs enfants et accompagnés par les équipes. D'autres habitants, centres et fédérations se sont mobilisés pour recueillir la « matière » de ce rapport : au total, ce sont plus de 250 habitants de 13 quartiers populaires, de Sedan (08) à Marseille (13) et d'Angers (49) à Bavans (25), qui y ont contribué.

Catherine Foret, sociologue et « plume » du rapport biennal depuis son premier tome, a ainsi retranscrit le « traumatisme des démolitions », la rénovation urbaine étant vécue comme quelque chose de brutal : « on ne reconnaît plus notre quartier, » expriment certain.e.s. Et bien souvent, cette « cassure » est due au fait que les habitant.e.s se sont senti.e.s « piégé.e.s » car rares sont ceux qui ont été impliqué.e.s dans les plans de rénovation urbaine. Dans ces quartiers, les parents sont également inquiets pour leurs enfants, face à une jeunesse désemparée, des violences qui s'accroissent, et un environnement où ils ne se sentent

pas en sécurité. Parmi les leviers, les habitant.e.s ont identifié d'une voix commune l'importance de l'humain, des rencontres, du lien social... et du soutien de la mairie. (Extrait article de la FCSF)

Le ministre chargé de la ville et du logement, Julien Denormandie et Patrick Braouezec, vice-président du conseil national des villes et président de Plaine commune (93) sont venus discuter du contenu et des propositions du rapport lors de la journée nationale de restitution : un moment d'apprentissage pour les habitant.e.s qui ont pu donner au ministre des pistes concrètes pour nourrir l'engagement dans les quartiers. Les associations, le soutien aux initiatives habitantes, l'accès au logement social, l'urbain, l'humain, l'éducation... tous ces thèmes sont essentiels pour lutter contre les inégalités sociales et territoriales.

L'Escale : évaluation à mi-parcours du projet fédéral 2014-2022 de la FCSF et son assemblée générale 2018 à Gravelines (59)



En 2018, 3 salariées du réseau, 2 administratrices et la déléguée fédérale, soit 6 personnes, ont participé à ce rassemblement national des centres sociaux et socioculturels de France.

L'année était particulière puisque se tenait la rencontre « l'Escale », un rendez-vous pour partager sur les transformations sociétales du réseau de ces 4 dernières années, de 2015 à 2018. Cet événement s'est déroulé les 31 mai, 1er, 2 et 3 juin 2018.

Plus d'informations : <https://urlz.fr/9RdP>

Les Journées professionnelles de l'Animation globale (JPAG) 2018, Strasbourg, du 14 au 16 novembre : 3 jours pour les professionnels sur le thème « Des habitants au pouvoir, utopie ou réalité ? »

Vous trouverez la version PDF de la publication en ligne : <http://www.centres-sociaux.fr/2019/05/17/le-portage-du-projet-par-les-habitant-e-s-en-actes-jpag-2018/>

Acteurs de transformations sociales sur les territoires, les centres sociaux fondent leur approche sur un principe fort : le portage du projet par les habitants, appuyés par les professionnels, dans le cadre d'une démarche de travail associé. Mais tenir au quotidien cette posture n'est pas simple : la place des habitants et des salariés est régulièrement questionnée !

Les JPAG 2018 ont ainsi été proposées pour explorer la manière dont les professionnel.le.s peuvent créer les conditions pour que les habitant.e.s prennent ou aient le pouvoir dans les centres sociaux. Quelles postures, quelles compétences permettent aux équipes professionnelles de piloter les structures et le projet, avec les bénévoles qui s'y engagent, dans le souci de s'adapter à un contexte en mutations rapides ? Ces journées visent à former et outiller les salariés en charge des fonctions de pilotage des centres sociaux pour renforcer leurs pratiques professionnelles et amplifier la dynamique de portage par les habitants du projet centre social dans notre réseau.

(Extrait article FCSF : <https://urlz.fr/9RdW>)

Les Journées professionnelles de la jeunesse (JPJ) 2018 : 3 jours pour les professionnels de l'animation jeunesse sur le thème « Des jeunes au pouvoir : entre peurs et ambitions. »

En 2018, en parallèle des JPAG, la fédération hôte, la Fédération des Centres socioculturels du Bas-Rhin, a également organisé les "Journées professionnelles jeunesses" (JPJ).

120 professionnel.le.s intervenant auprès des jeunes et sur les questions Jeunesse ont ainsi pu participer au colloque de 3 jours intitulé « Des jeunes au pouvoir : entre peurs et ambitions. La place des jeunes et de l'animation jeunesse sur nos territoires. Des projets 'jeunesses' pour favoriser l'autonomie des jeunes. »

Plus d'informations : <https://urlz.fr/9RdW>

FAB' US : la mobilité européenne, un levier d'émancipation et d'insertion sociale, professionnelle et citoyenne

La FCS93 est partenaire depuis 2016 avec la FCSF et cinq autres fédérations départementales dans le cadre du projet de formation internationale FAB'US, financé par le programme Erasmus Plus, mobilité de personnel de l'éducation des adultes. Ce projet s'inscrit dans la stratégie et dynamique de formation des professionnel.le.s et des bénévoles des centres sociaux, avec pour objectif d'observer et de recueillir de bonnes pratiques au sein d'organisations européennes et pourquoi pas de favoriser de futures collaborations !

Cinq centres sociaux du réseau y ont participé ainsi que le conseil d'administration de la fédération depuis le début du projet. En 2018, deux salariés, un directeur et un animateur jeunesse du centre social du Vieux Pays à Tremblay-en-France était à Berlin en Allemagne avec nos partenaires « NUTZ ». La semaine était consacrée à l'observation et aux échanges autour du développement durable et deux membres du conseil d'administration de la Fédération ont pu rencontrer l'équipe bénévole de FAVLL, association d'habitant.e.s de Lleida, en Espagne, pour échanger sur les pratiques bénévoles et la place des habitant.e.s dans la gouvernance associative.

La commission nationale Développement social local et Vieillesse

Le groupe national DSL et Vieillesse de la FCSF, en partenariat avec la CNAV, la CCMSA, AG2R La Mondiale viennent de publier l'ouvrage « la Vieillesse, une ressource pour la Société. Avec les centres sociaux, fabriquer des possibles ». 80 pages d'interviews, de pratiques, qui capitalisent les approches et l'impact des actions menées par les centres sociaux ces dernières années ! La FCS93 participe à ce travail en répondant à des questionnaires et en faisant remonter des fiches d'expériences de manière à valoriser les projets portés par les centres sociaux sur cette thématique.

Les séminaires des cadres fédéraux : échanger, se projeter, anticiper entre pairs

Chaque année et à deux reprises, aux mois de janvier et de juillet, la FCSF réunit les cadres fédéraux lors de séminaires visant à approfondir des thématiques communes de travail comme le cadre partenarial avec les CAF ou encore la valorisation de notre approche autour du pouvoir d'agir auprès des institutions de manière générale.

b. Le réseau régional avec l'Union francilienne des fédérations des centres sociaux (UFFCS) et le travail interfédéral

Notre seconde affiliation, à l'Union francilienne des fédérations des centres sociaux (UFFCS), nous permet de disposer de divers espaces de qualification, une offre de formation qualifiante ainsi qu'un rayonnement régional au travers des journées régionales thématiques. Au total, les huit fédérations départementales composant l'Union représentent en effet 322 structures adhérentes, employant près de 3 800 salariés en équivalent temps plein (ETP) et

réunissant plus de 19 000 bénévoles.

Plus d'informations sur les activités de l'UFFCS : <http://seinesaintdenis.centres-sociaux.fr/files/2019/05/RA-UFFCS-2018.jpg>

C'est par l'Union régionale qu'est formalisé le partenariat avec la CNAV pour le soutien aux projets seniors des centres du département : la convention qui nous lie au niveau régional est déclinée départementalement. Enfin, l'Union assure également le déploiement du kit de formation Valeurs de la République et laïcité (VRL) piloté par le Commissariat Général à l'Egalité des Territoires (CGET) dans le cadre de son offre de formation régionale.

A partir du mois de septembre 2018 se sont également engagées des discussions au sein de l'Union pour intégrer le plan régional d'insertion pour la jeunesse des quartiers prioritaires (PRIJ). La fin de l'année a été consacrée à un premier repérage des centres travaillant déjà sur cette thématique des politiques publiques ainsi qu'à l'éco-système de ce nouveau dispositif piloté par la Préfecture de région. L'Union a alors décidé de déposer un projet auprès de la Direction régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale (DRJSCS) pour décliner le PRIJ dans les départements du 78, 91, 92, 93, 94 et 95, les fédérations des 75 et du 77 n'étant pas engagées dans ce projet.

C'est également en fin d'année que l'Union a décidé de répondre favorablement à la mobilisation pour le Plan pauvreté en s'inscrivant dans plusieurs groupes de travail, notamment sur la parentalité et la petite enfance ainsi que la participation des usagers. Elle est enfin entrée en discussion avec l'AG2R La Mondiale pour un potentiel nouveau partenariat autour des projets seniors.

Un positionnement politique fort envers le Conseil régional avait été pris en 2017 par l'Union qui avait refusé de signer la Charte Laïcité imposée par la Région pour recevoir des subventions ; l'Union s'était alors retrouvée avec des subventions en moins. Cette position assumée par le conseil d'administration de l'Union a trouvé un écho le 13 novembre dernier, lorsque le tribunal administratif a annulé la charte de la laïcité et des valeurs de la République que Valérie Pécresse

avait fait adopter et appliquer en Ile-de-France depuis mars 2016. Cette annulation fait suite à une requête du groupe Front de gauche. L'article 4 et l'article 6, les 2 articles en cause, ont déjà été réécrits par la Région et votés lors de leur commission permanente du 20 novembre. L'Union a décidé d'y réagir en adressant à nouveau à la Région, un Manifeste.

L'Union régionale produit par ailleurs un rapport d'activités annuel que vous pouvez consulter sur leur [site internet \(http://iledefrance.centres-sociaux.fr/\)](http://iledefrance.centres-sociaux.fr/)

L'instance de gouvernance : le Conseil d'administration et le Bureau

Le conseil d'administration de l'UFFCS est composé de deux collèges de membres actifs : le collège des présidents et le collège des administrateurs. Il s'est réuni 7 fois au cours de l'année. Le collège des présidents est donc composé des présidents et présidentes des 8 fédérations départementales. Quant au collège des administrateurs, il est composé d'administratrices et administrateurs des fédérations départementales.

La mobilisation 2018 a été de 8 à 13 administrateurs par réunion, en présence de 2 à 4 délégués, et de l'assistante de l'Union. Les délégués des fédérations départementales sont en effet associés aux conseils d'administration. 6 à 8 fédérations ont été représentées en 2018. Par ailleurs, la fédération de Seine-et-Marne a informé l'Union que lors de leur conseil d'administration du 8 octobre, aucun administrateur n'a souhaité être désigné pour représenter la fédération. Le président de la fédération de Seine-et-Marne est donc le seul représentant durant ce mandat. Il en est de même pour la fédération de Seine-Saint-Denis qui n'est représentée que par son Président, aucun administrateur ne trouvant de disponibilité supplémentaire pour s'investir au niveau régional.

Un nouveau Bureau a été élu le 7 novembre : la présidence est assurée par la FCS 91, la Vice-Présidence, par la FCS 92, le Secrétariat par la FCS 75 et la Trésorerie, par la FCS 78. Comme le prévoient les statuts, le bureau représente au moins 4 fédérations. Il est par ailleurs précisé, que bien que les statuts prévoient une qualité à chacun des membres du bureau, la direction

politique du bureau sera menée de manière collégiale.

Les réunions des délégué.e.s

Réunis 8 fois en 2018, les délégué.e.s ont suivi les dossiers régionaux et ont effectué un travail de mutualisation. Cette commission regroupe les 7 délégué.e.s des 8 fédérations sur les thèmes d'actualité des politiques publiques qui impactent les centres sociaux à court ou moyen terme (laïcité, plan régional pour d'insertion pour la jeunesse, CNAV, Plan Pauvreté, etc.).

Les commissions régionales

1. La Commission Formation : au service des professionnel.le.s du réseau

La commission régionale formation élabore et suit les formations régionales ; elle est également en veille sur les besoins de formations des centres. La formation des professionnels a été identifiée comme une priorité de l'instance régionale.

Réunie 5 fois cette année, la commission régionale formation a été chargée d'évaluer le parcours de formation proposé et d'élaborer, sur la base de besoins identifiés, un catalogue de formations Ile-de-France. La commission formation a notamment effectué un travail d'ingénierie, en lien avec la commission « Jeunesse » régionale, pour mettre en place la formation FAVE (Favoriser des Actions à Visée Emancipatrice), visant à qualifier les acteurs des centres sociaux pour faire émerger puis accompagner des dynamiques collectives d'habitants dans la résolution des situations qui leur posent problème. De plus, suite au succès de la formation DESJEPS achevée l'année précédente, elle a aussi travaillé à l'organisation d'une deuxième promotion qui a démarré en septembre 2018.

Les membres de cette commission sont les délégués fédéraux, des administrateurs peuvent également y participer. Un sous-groupe « comité de pilotage DESJEPS » a été créé afin de suivre au plus près la nouvelle promotion. Il a travaillé en début d'année sur l'ingénierie, puis sur son suivi, la formation ayant débuté le 24 septembre 2018. Il s'est réuni au total 3 fois en 2018 avec les référentes de l'INFA, l'organisme de formation qui assure cette formation.

2. La Commission Jeunesse : pour partager nos enjeux et nos approches

A l'initiative des salarié.e.s des fédérations, une commission s'est formalisée en 2014 avec la volonté de partager les enjeux et approches sur la question de la jeunesse.

L'heure était au bilan pour la commission régionale.

Cela nous a permis d'évaluer nos actions et d'identifier une nouvelle piste de travail sur le long terme : formaliser un positionnement jeunesse régional et réunir les réseaux de centres sociaux départementaux souhaitant s'investir dans ce travail.

3. La Commission Service civique : un enjeu, faire connaître le dispositif

Regroupant les coordinateur.trice.s du dispositif service civique d'Ile-de-France, la commission s'est retrouvée 4 fois. Cette année, nous avons organisé une formation civique et citoyenne ouverte à des jeunes n'effectuant pas de service civique mais souhaitant découvrir le dispositif et participer à ce temps d'échanges et de formation autour des multiples facettes du centre social et de ses enjeux !

4. La Commission Lutte contre les discriminations : un espace d'échanges et de réflexion

La commission s'est réunie 8 fois pour travailler sur les points suivants :

- Analyse de l'action et perspectives du chantier LCD ;
- Point sur les avancées du réseau ;
- Partage d'expériences sur les formations laïcité et radicalisation ;
- Positionnement sur la poursuite de la mission ;
- La préparation d'un temps fort régional ;
- Actualités du réseau.

Perspectives

Poursuivre le travail du groupe interfédéral de dynamisation avec le déploiement d'une formation sur les rapports de domination et le développement du pouvoir d'agir ; la multiplication des rencontres sur le type forum ressources avec des partenaires ; des ateliers de réflexion type "comprendre pour agir" et mieux mobiliser les personnes concernées.

5. La Commission Seniors : des rencontres, des formations, des partenariats

Plusieurs groupes de travail fédéraux au niveau régional ont permis de travailler à la mise en place de la rencontre régionale de novembre, de mettre en place une offre de formation à destination des équipes des centres sociaux sur la prise en compte du vieillissement, de repenser l'animation de réseau et l'accompagnement fédéral et de travailler le partenariat avec la CNAV dans le cadre du dialogue de gestion avec la CNAV Ile-de-France.

Les chargé.e.s de mission qui composent cette commission Seniors se sont retrouvés aux dates suivantes :

- 21/02/2018
- 19/06/2018
- 13/09/2018
- 15/10/2018
- 12/11/2018
- 20/11/2018

De plus, le cabinet CROFF et l'Union Francilienne des Fédérations des centres sociaux et socioculturels ont souhaité mettre en place un partenariat entre différents centres sociaux de la région et ainsi rassembler des retraités de différents départements afin d'échanger sur le chantier vieillissement. Le principe a été de constituer quatre focus-groupes « retraités » avec huit centres sociaux autour d'un petit déjeuner copieux pour parler de leur parcours au sein de leur centre social et de ce que cela leur apporte. En Seine-Saint-Denis, le centre social André Malraux à Villepinte y a participé.

Perspectives

En 2019, la commission senior souhaite mettre l'accent sur la qualification du réseau autour des projets en continuant à proposer de la formation dans le cadre du catalogue de l'UFFCS et une rencontre annuelle. Par ailleurs, le travail de la commission sera orienté vers la question des partenariats avec le souhait de travailler sur les modalités de fonctionnement avec la CNAV, mais aussi d'expérimenter une nouvelle approche avec AG2R La Mondiale.

Les journées interfédérales : espaces de réflexion et de mutualisation



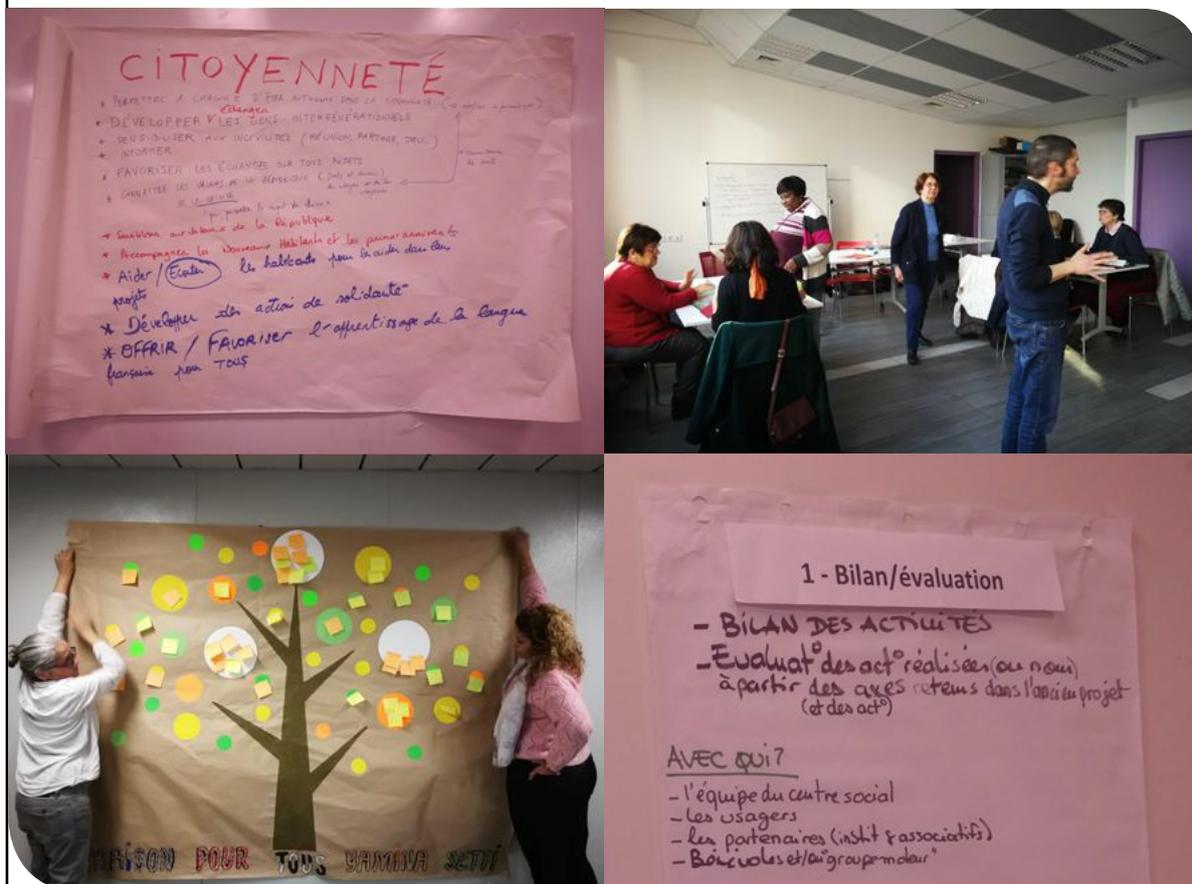
Comme chaque année, l'objectif a été d'organiser un temps consacré à la réflexion et à la mutualisation entre les équipes fédérales.

En 2018, les salariés des fédérations (18 chargés de mission et 2 délégués) se sont penchés le 6 juillet sur les 5 thématiques suivantes :

- éco-citoyenneté, développement durable et écologie dans les Centres Sociaux
- le renouvellement des projets sociaux
- la mobilisation sur des enjeux d'habitant-e-s
- l'éco-citoyenneté / scénographie low-cost
- les modes de gouvernance de nos fédérations

2

MISSION 2 : Les actions de formation et de qualification du réseau



A. AU NIVEAU DÉPARTEMENTAL

La FCS93 s'attache à ce que chaque salarié-e et bénévole qui portent le projet centre social soient formés à ce que nous considérons être des fondamentaux du travail en centre social. C'est en partant de ce principe que des actions de formation sur les fonctions, les méthodes et outils de travail forment le socle des formations dispensées par la FCS93.

a. Missions et fonctions de base dans les centres sociaux, outillage et méthodologie de projets

Bénévolat : S'approprier la démarche du centre social

Dates : 24 mars, 12 & 18 décembre

Lieux : Centres sociaux Pierre Semard à Saint Denis et Louise Michel à Neuilly sur Marne

Formateur.trice.s : Roman ORINOWSKI et Faïda YAHIAOUI - Chargé.e.s de projets à la Fédération des centres sociaux de Seine-Saint-Denis

Objectifs :

- Proposer une journée de formation sur site, à une équipe de bénévoles de centres sociaux pour s'approprier le concept et la démarche du centre social dans une approche globale et participative ;
- Permettre une implication croissante et consciente des bénévoles engagé.e.s dans les centres sociaux à l'élaboration et la mise en œuvre du projet social, qui définit les orientations de la structure pendant plusieurs années.

23 participant.e.s

Méthodologie de projets - ANNULÉE

Prévue les 4 & 5 avril à Pavillons-sous-Bois

Objectifs :

Savoir élaborer un projet : du diagnostic à l'évaluation ;
Savoir concevoir son projet en tenant compte de

l'animation globale ;

Savoir construire et mener son projet de manière participative.

Outils participatifs

Date : 24 mai

Lieu : FCS93 à Pavillons-sous-Bois

Formateur.trice.s : Faïda YAHIAOUI et Roman ORINOWSKI - Chargé.e.s de projets à la Fédération des centres sociaux de Seine-Saint-Denis

Objectifs :

- Expérimentation de jeux d'inclusion ;
- Découverte des outils de production collective et des outils de compréhension collective ;
- Initiation aux outils d'évaluation ;
- Réflexion sur la posture professionnelle ;
- Projection dans la mise en œuvre des acquis (actions, projet, démarche).

17 participant.e.s

Mener et conduire un débat

Date : 8 février

Lieu : FCS93 à Pavillons-sous-Bois

Formatrices : Elsa VACHERON et Faïda YAHIAOUI – Chargées de projets FCS93

Objectifs :

- Savoir préparer et animer un débat ;
- Savoir identifier les finalités du débat ;
- Apprendre à se saisir des opportunités offertes par le débat ;
- Découvrir différentes techniques de débat.

11 participant.e.s

La formation au renouvellement du projet social

Dates : 4 jours, 14-15-29 mars et retours d'expériences le 6 juin

Lieu : FCS 93 à Pavillons-sous-Bois

Formatrice : Céline HEITZMANN, FCS 93

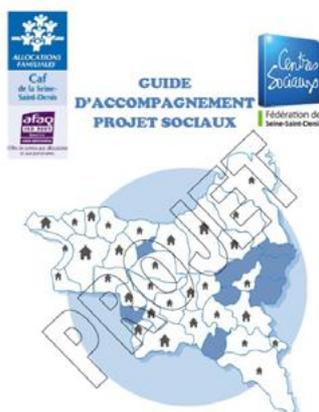
Objectifs :

- Identifier les étapes-clé et la méthode d'une démarche d'élaboration ou de renouvellement du projet social
- Appréhender les enjeux et des méthodes pour engager une démarche participative et inclusive
- Prendre en compte la dimension du développement social local dans la démarche du projet social.

12 participant.e.s représentant 10 centres sociaux.

Pour information

Un travail commun CAF/FD a été engagé et doit être finalisé autour d'une méthode et d'un accompagnement au renouvellement des projets sociaux, notamment au travers de la coproduction d'un Guide méthodologique d'accompagnement au renouvellement du projet social.



b. Égalité : lutte contre les discriminations et accès aux droits

La FCS93 affirme l'Égalité de traitement comme un objectif, un devoir et une responsabilité qui s'inscrit dans la nature même de nos missions et de nos valeurs : Dignité Humaine, Solidarité et Démocratie. Parce qu'il y a atteinte à l'égalité dès lors qu'il y a discrimination, la FCS93 appuie les centres qui luttent contre les discriminations et veillent à garantir les droits des habitant.e.s. Ce soutien de la fédération pour

qualifier les acteur-trice-s des centres se matérialise, entre autres, par son offre formation.

Formation Numérique et accès aux droits

Date : 22 février

Lieu : CS Pierre Sépard à Saint-Denis.

Formatrice : Maya PIQUION, Responsable des Programmes « accès aux droits et inclusion sociale » au GRDR.

Points au programme :

- La dématérialisation des services publics ;
- Vieillesse de la population immigrée et caractéristiques socio-économiques
- L'expérimentation du projet « E-migrés : des seniors connectés » ;
- Maillage d'acteurs et constats partagés ;
- Pratiques inspirantes et enseignements ;
- Mobilisation des publics et l'identification des situations et besoins.

19 participant.e.s.

Droits des étrangers : focus sur les droits spécifiques aux « sans-papiers »

Date : 13 novembre

Lieu : FCS93 à Pavillons-sous-Bois

Formateur : Omar GASMI - Juriste à l'association DIEM (Droit et interculturalité dans l'espace des migrant.e.s)

Objectifs :

- Mieux connaître les dispositifs d'accès aux droits des étranger.e.s ;
- Appréhender les questions de droits spécifiques aux « sans-papiers » ;
- Mieux accompagner les personnes dans le cadre de leurs démarches.

20 participant.e.s

Valeurs de la République et Laïcité – partenariat avec Profession Banlieue

Dates (2 sessions) : 25 & 26 juin, 24 & 25 septembre

Lieu : Profession Banlieue à Saint-Denis

Formatrices : Sophia BOUCA-DIAGNE, cheffe de projet

Profession Banlieue et Faïda YAHIAOUI, chargée de projet
Fédération des centres sociaux de Seine-Saint-Denis

Objectifs :

- Permettre d'adopter un positionnement adapté à sa situation professionnelle et au statut de sa structure ;
- Mieux connaître le cadre règlementaire et le comprendre afin d'apporter des réponses aux demandes et situations rencontrées dans l'exercice de ses fonctions.

32 participant.e.s

Valeurs de la République et Laïcité – sur demande et sur site

Dates : 10 et 11 decembre

Lieu : Division Vie des Quartiers à Tremblay-en-France

Formatrice : Faïda YAHIAOUI, chargée de projet à la Fédération des centres sociaux de Seine-Saint-Denis

Objectifs :

- Permettre d'adopter un positionnement d'équipe adapté à sa situation et au statut de sa structure ;
- Mieux connaître le cadre règlementaire et le comprendre afin d'apporter des réponses aux demandes et situations rencontrées dans l'exercice de ses fonctions.

12 participant.e.s

Pour information, les autres formations proposées à la demande :

- Sensibilisation à l'intersectionnalité ;
- Sensibilisation à la Lutte contre les discriminations ;

c. Le développement du pouvoir d'agir : des formations inscrites dans une réflexion globale à l'échelle du réseau

Le développement du pouvoir d'agir, de quoi parle-t-on ?

C'est renforcer les dynamiques participatives et coopératives du réseau des centres sociaux en s'appuyant sur les compétences et expériences des

uns.e.s et des autres. Ce travail est un préalable pour accompagner le pouvoir d'agir dans les centres sociaux auprès des équipes, des bénévoles, des habitant.e.s et de l'ensemble des acteurs.trices qui font vivre le projet social. La Fédération s'appuie sur les groupes de travail existants et fournit des espaces de réflexion et de qualification aux équipes des centres sociaux sur cette démarche.



La Fabrique d'Initiatives d'Habitant.e.s

Tels que définis dans le cahier des charges de la charte, les objectifs majeurs de la FIC font écho à ceux portés par la FCS93, en lien avec le projet fédéral et les fondements de l'éducation populaire :

- Le renforcement du lien social et de la citoyenneté de proximité ;
- Le dialogue intergénérationnel et interculturel ;
- L'engagement bénévole, la prise d'initiative et l'auto-organisation des citoyens ;
- La créativité et l'innovation sociale.

Pour la FCS93, la FIC représente l'opportunité de renforcer ses moyens, d'expérimenter de nouvelles approches et méthodes, afin de mener à bien le projet fédéral 2015-2018, et en particulier certains de ses axes forts dont le pouvoir d'agir, la qualification des acteurs, les questions de gouvernance ou encore d'animation du réseau. La mutualisation et la valorisation des initiatives des habitants, est au croisement des enjeux de la FCS93 et de la FIC, et doit pouvoir irriguer l'ensemble des actions des réseaux des centres sociaux.

Depuis 2015, la FCS93 a amorcé une démarche réflexive sur le développement du pouvoir d'agir dans le réseau. Cette dynamique se traduit par le renforcement de cette thématique dans la mise en place de formations et de temps d'accompagnement du réseau des centres

sociaux du département.

La formation et la qualification des acteurs est un axe fort de travail de la fédération dans le cadre du travail engagé autour du développement du pouvoir d'agir. En effet, encourager, accompagner et valoriser les initiatives d'habitants implique pour les professionnels et bénévoles un travail et une réflexion aussi bien sur leur posture que sur l'outillage théorique et pratique.

En plus des formations "Bénévolat : S'approprier la démarche du centre social" et "L'animation participative" la fédération a proposé une formation intitulée :

« S'organiser pour mieux s'impliquer »

Date : 29 septembre

Lieu : centre social Franc Moisin à Saint -Denis

Formatrice : Adeline de Lepinay (anciennement Alliance Citoyenne)

Objectif :

- Proposer une journée de formation sur site, à destination des habitant.e.s et bénévoles sur les outils et méthodes pour la mobilisation citoyenne.

10 participant.e.s

À noter

La formation **aux outils participatifs** contribuant au développement du pouvoir d'agir peut être proposée sur site aux structures adhérentes.

d. L'accompagnement à la scolarité : une formation socle aux méthodes ainsi qu'aux pédagogies alternatives

Accompagnement à la scolarité : formation socle

Dates : 1, 8 et 15 décembre

Lieu : FOL 93 à Bobigny

Formatrice : Marie Echelard, chargée de mission FOL 93

Objectifs :

- Permettre une réflexion et un positionnement à l'échelle d'un quartier
- Acquérir des outils d'interventions techniques et pédagogiques

8 participant.e.s.

Méthodes d'éducation alternatives

Date : 12 Octobre

Lieu : Centre social Le Londeau à Noisy-Le-Sec

Formatrice : Alima DIARRA, formatrice et fondatrice de l'association GRIBOUILLE

Objectifs :

- Découvrir des méthodes pédagogiques alternatives (inspirées des approches Montessori, Freinet, Steiner...) qui permettent d'alimenter l'animation des ateliers d'accompagnement à la scolarité.
- Renforcer auprès des bénévoles la prise en compte de la place de l'enfant dans sa singularité, envisager d'autres approches de la "réussite" et du bien-être.

16 participant.e.s

e. La pédagogie dans les ateliers sociolinguistiques

La pédagogie dans les ateliers sociolinguistiques

Date(s) : 3 jours, 10-17 novembre et 1er décembre

Lieu : Centre social Marcel Paul, SEVRAN

Formatrice : Fatma-Zohra MAMMAR

Objectifs :

- S'approprier concrètement la méthodologie et les outils pour l'apprentissage de la communication orale et écrite.

14 participant.e.s

Le jeu dans la pédagogie dans les ateliers sociolinguistiques

Date(s) du ou des modules : 1 journée, reportée au 19 janvier 2019

Lieu : Centre social Césaria Evora, La Courneuve

Formatrice : Fatma-Zohra MAMMAR

Objectifs :

- Connaître différents types de jeux pour mettre en place une dynamique de groupe
- Utiliser le jeu comme outil d'animation et d'apprentissage afin de favoriser la confiance en soi et permettre l'expression de façon ludique
- Vivre des situations de jeux et réfléchir à leur utilisation.

f. Engagement et Mobilité

Le projet de formation FAB Us

(voir Mission 3 p43)

g. Culture

Médiation au spectacle vivant : parcours accompagner les publics

Date : 7, 8, 20, 21 mars et 5, 6 avril

Lieu : Maison de la Culture 93, à BOBIGNY

Formateur-trice-s : Florence CHANTRIAUX, Jean-Noël BRUGUIERE - professionnel.le de l'éducation nouvelle - Jean-François PERRIER - comédien et rédacteur pour plusieurs institutions culturelles.

Objectifs :

- Se familiariser avec le théâtre contemporain;
- Faire des liens avec sa propre expérience;
- Percevoir le sensible et l'intelligible d'un spectacle comme support à la discussion;
- Revenir au théâtre avec un groupe de participants-es;

Mener des projets en accord avec les Droits Culturels

Date : 6 et 7 décembre

Lieu : FCS93 à Pavillons-sous-Bois

Formatrice : Christelle Blouët, Coordinatrice Réseau culture 21

Objectifs:

- Appréhender les enjeux liés aux droits culturels des personnes ;
- Interroger les projets culturels proposés par les CSx au regard de ces droits ;
- Proposer et développer des projets culturels ou autres respectant les droits culturels de chacun-e.

13 participant.e.s

Perspectives

Les participant-e-s se sont appropriés au mieux les droits culturels, en alternant des temps théoriques prenant appui sur la Déclaration de Fribourg, des temps d'échanges en collectif et des cas pratiques. La formation se poursuivra sur l'année 2019 à la demande des participant-e-s (les 15 et 16 avril 2019).

Quelques points retenus des évaluations

Points positifs

" La formatrice était à l'écoute et n'hésitait pas répéter encore et encore pour nous permettre d'enregistrer l'information. "

" Les échanges entre participant-e-s sont vraiment ce qui m'intéresse le plus dans les formations et là c'était super. "

" A la FD, on est toujours bien accueillis. "

Point négatif

" Les formations sont trop courtes, une journée, ça n'est pas suffisant. "

B. Au niveau régional : les formations proposées par l'UFFCS

Les fondamentaux du travail en centre social

Date(s) : 4 jours, 12-13 novembre et 29-30 novembre

Lieux : FCS 92 à Nanterre et FCSF à Paris 18ème

Formatrice : Christine Giraud de la Scop Accolades

Objectifs : Cette formation organisée autour de la connaissance des centres sociaux, leur histoire et leur spécificité permet à la fois de renforcer la connaissance des centres sociaux et de la partager avec d'autres professionnels, dont les différentes fonctions concourent au projet d'animation globale.

Cette formation a pour objectifs de :

- Présenter le cadre d'intervention des centres sociaux
- Favoriser la rencontre entre des salariés aux fonctions très variées, autour d'un objet de connaissance commun et d'échanges d'expériences.
- Offrir une vue d'ensemble des postes et des tâches allouées à chacun d'entre eux en centre social.

6 participant.e.s de Seine-Saint-Denis

« Référent familles, une fonction au cœur du projet »

Date(s) : 6 jours, 9-10 avril, 14-15 mai, 18-19 juin

Lieux : FCS 92 à Nanterre et FCSF à Paris 18ème

Formateurs : Xavier Chenu et Céline Inconnu de la Scop Accolades

Objectifs : Cette formation permet d'articuler le cadre d'intervention des centres sociaux avec la fonction : élaborer et conduire le projet d'animation collective familles dans une optique de développement social local, favoriser l'implication de toutes les familles.

La formation Référent Familles a pour objectifs de :

- Découvrir la circulaire CNAF de 2012 et de 2016
- Connaître et comprendre les missions du référent familles
- Construire une vision de la famille
- S'approprier le processus d'élaboration du projet familles
- Articuler les acquis de la formation avec le fonctionnement du centre social

3 participant.e.s de Seine-Saint-Denis

L'accueil, une affaire d'équipe – Deux sessions

Session 1 : 15 & 16 mars, 9 & 10 avril + une journée

Session 2 : 8, 9, 26 & 27 novembre + une journée

Lieux : Fédération de Paris et des Hauts de Seine + une visite de centre social

Objectifs :

- S'approprier l'ensemble des dimensions relatives à l'accueil en centre social au regard de la circulaire CNAF de Juin 2012 et de mars 2016
- Travailler l'accueil comme une fonction pivot entre les habitants et les professionnels pour faire vivre la participation ;
- Faire de l'accueil une responsabilité d'équipe, animé par un référent ;
- Développer un positionnement et une posture du référent accueil ;
- Découverte de la circulaire CNAF de 2012 et de 2016.

32 participant.e.s dont 7 de Seine-Saint-Denis

DESJEPS – Diplôme d'Etat Supérieur de la Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport, formation qualifiante et diplômante de niveau II en partenariat avec l'INFA

Suite au succès de la formation Desjeps (Diplôme d'Etat supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport) achevée l'année précédente, une nouvelle promotion de cette formation a été organisée, de nouveau en partenariat avec l'INFA. L'objectif de cette formation est de former des directeurs ou futurs directeurs capables d'inscrire les actions ou projets qu'ils pilotent sur un territoire, de susciter, de construire et conduire des projets collectifs et innovants adaptés aux populations concernées et de fédérer une équipe de salariés et bénévoles dans une dynamique partenariale. Elle a été conçue pour être adaptée aux professionnels des structures du réseau. Elle a débuté le 24 septembre 2018 et s'achèvera le 17 décembre 2019.

5 personnes de la Seine-Saint-Denis y sont inscrits.

La formation-action « Faire émerger et animer des actions collectives à visée émancipatrice » (FAVE)

Cette formation-action autour du développement du pouvoir d'agir, a été organisée en 3 modules de 2 jours. Elle vise à qualifier les acteurs des centres sociaux (administrateurs et salariés) pour faire émerger puis accompagner des dynamiques collectives d'habitants dans la résolution des situations qui leur posent problème, tout en renforçant les savoirs, savoirs faire et savoirs être des acteurs (animateurs, directeurs, référents familles, bénévoles,...)

Une des conditions de réussite de cette formation est la participation d'au moins 2 acteurs d'un même centre social. Rodolphe Devalcourt, délégué adjoint de la Fédération Centres Sociaux Languedoc Roussillon et Guillaume Samson, chargé de mission des Fédérations des Centres Sociaux de l'Essonne et du Val-de-Marne, en ont été les intervenants.

Contenus de la formation :

- L'écoute « large » et l'écoute « orientée » – l'écoute active – l'écoute créative
- Identifier une situation problème concrète
- Favoriser la conscientisation (passer de la conscience individuelle à la conscience politique)
- La création d'un collectif (conditions, règles de sécurité ...)
- Les mandats pour agir : mandats du groupe, mandat du professionnel au sein de son centre social, etc.
- La posture de l'animateur-trice
- Animer un collectif (animation de réunion : règles relationnelles, outils, ponctuer les séances, ...)
- Poser un acte dans l'espace public : réaliser une action collective / négocier / actes significatifs

1 personne de Seine-Saint-Denis y a participé.

Le vieillissement dans la société et dans les centres sociaux

Dates : 02 avril, 22 mai et 29 juin

Lieu : Fédération des centres sociaux des Hauts de Seine
Formatrices : Bernadette PUIJALON - anthropologue spécialiste des questions de vieillissement en France et Christine JURDAN - sociologue.

Objectifs :

- « Approche sociologique et politique du vieillissement : quels sont les enjeux ? »,
- « Intergénérationnel : enjeux, formes, leviers et conditions pour construire du lien social »,
- « Maillage territorial : quelle dynamique de coopération et de développement ? »,
- « Participation sociale, engagement et citoyenneté des retraités : sens et formes, contexte, enjeux et conditions. »

13 participant.e.s dont 3 de Seine-Saint-Denis

► L'ensemble des formations régionales organisées par l'UFFCS a totalisé 119 inscriptions en 2018 dont 24 de participant.e.s Séquanais-Dionysiens, soit un peu plus de 20% des participant.e.s franciliens.

3

MISSION 3 : *l'accompagnement du réseau*





Collectif Harmonie



Reseau Jeune 93



Reseau Jeune 93



Collectif Harmonie



Collectif Harmonie



Collectif Harmonie

A. LE GROUPEMENT D'EMPLOYEURS DES CENTRES SOCIAUX DU 93 - GECS

Le GECS est une structure au service du réseau à laquelle contribue la fédération et qui participe aux réflexions nouvelles sur les modèles économiques des centres sociaux.

Il a été fondé en 2013 et contribue à soutenir le fonctionnement de plusieurs structures en développant des fonctions mutualisées :

- Comptabilité/gestion des paies/coordination (3 comptables)
- Graphisme (1 graphiste à mi-temps)
- Psychologie/supervision des LAEP (2 psychologues)
- Entretien des locaux (1 agent d'entretien)

Les structures fondatrices du groupement d'employeurs sont la Fédération, l'AGG (Association de gestion globale des centres sociaux de Rosny-sous-Bois), les centres sociaux de l'APJC (Pavillons-sous-Bois) et de la Dhuys (Clichy-sous-Bois).

En 2018, le GECS a compté jusqu'à 7 salarié.e.s sur ces 4 fonctions.

Au 31/12/2018, le GECS comptait 12 structures parmi ses adhérents. Le GECS poursuit son développement en 2018, mais n'ayant pas de temps salarié dédié au développement, cette mission est difficilement mise en œuvre.

Parmi les adhérents, on compte 7 membres issus du réseau des centres sociaux. Les autres adhérents interviennent dans des domaines proches : missions locales, association locale.

Le Conseil d'Administration du GECS s'est réuni à 2 reprises en 2018 pour :

- Permettre le suivi courant du groupement et notamment sa gestion financière ; l'inquiétude a porté en 2018 sur la fin des contrats aidés dont bénéficie le GECS ;
- Affiner les perspectives de déploiement éventuelles, en termes de services développés à destination des adhérents, de communication, et de prospection de nouveaux adhérents.

Son Assemblée Générale a eu lieu le 19 juin.

B. DES ESPACES À DESTINATION DES PERSONNELS DES CENTRES SOCIAUX, SUR DES FONCTIONS –CLÉS

a. Animation du réseau des référents famille : parentalité et petite enfance

La fédération est soutenue par le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis et la CAF ainsi que les cotisations de ses centres adhérents, sur un axe prévention primaire auprès des familles. Cette action se décline par l'animation d'un réseau des référent-e-s famille des centres sociaux. Ce champ d'action a été lancé en 2014 et l'objectif était de construire collectivement et en fonction des besoins, des rencontres d'échanges de pratiques.

La dynamique d'animation du réseau des référent-e-s famille des centres sociaux s'est poursuivie en 2018 avec : 1 rencontre autour des pratiques et des questions liées à la parentalité en centre social, ainsi que des échanges autour du REAAP – le réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents.

- le 07/06 au Centre social Ambroise Croizat à Pierrefitte-sur-Seine avec 11 participants.

Le REAAP est animé en Seine-Saint-Denis par le Centre de ressources politique de la ville, Profession Banlieue.

L'animation de réseau a été mise en veille avec le départ de la déléguée fédérale en juillet 2018 et son remplacement en octobre 2018. Le réseau sera relancé en 2019 et une attention particulière devra être portée sur la déclinaison de la nouvelle Convention d'objectifs et de gestion de la CNAF au regard des enjeux du département, notamment sur la petite enfance.

64 centres sur les 78 agréés Centre social par la CAF en 2018, soit 82% d'entre eux, proposent à la fois les prestations de l'Animation globale et celles complémentaires de l'Animation collective Familles

(ACF). Cette prestation complémentaire a été créée en 1998 afin de permettre un effet levier sur les actions collectives de proximité : partie intégrante de la fonction « animation globale » depuis 1995, la prestation ACF est destinée à soutenir de façon spécifique les actions collectives conduites par les centres sociaux au bénéfice des groupes familiaux. La circulaire du 27 juillet 1998 détermine ses finalités, objectifs et conditions de mise en œuvre.

Retrouvez la circulaire : http://paris.centres-sociaux.fr/files/2011/03/Circulaire_CNAF_196_270798.pdf

La fédération a par ailleurs été sollicitée pour intégrer le conseil d'administration du PÔPE (Pôle Petite Enfance) – une réponse aux enjeux des territoires de Seine-Saint-Denis. Le PÔPE est un groupement d'acteurs et de compétences au service du développement de la petite enfance et de l'ESS. Depuis 2014, 7 acteurs professionnels du territoire de la Seine-Saint-Denis se regroupent au sein du PÔPE : investis dans le secteur de la Petite Enfance, de l'économie Sociale et Solidaire et du Développement Durable, fortement engagés sur le territoire et experts de leurs pratiques professionnelles quotidiennes, ils ont fondé le PÔPE, un projet de coopération, d'accompagnement et de mutualisation, entre acteurs et pour les acteurs.

Le PÔPE couvre la quasi-totalité des modes d'accueil : crèche multi-accueil, micro-crèche, crèche parentale, crèche familiale, maison d'assistantes maternelles (MAM) ; il regroupe des professionnels experts pour la création de modes d'accueil de jeunes enfants : ingénierie participative, architecture, formations dans les domaines de l'aide à la personne et de la Petite Enfance... Enfin, il porte les valeurs de l'ESS, du développement économique du territoire, de l'inclusion de ses habitants et l'accompagnement entre pairs.

Le PÔPE est expérimental sur le territoire de Plaine Commune mais a vocation à s'étendre à l'échelle départementale.

Plus d'informations : <https://urlz.fr/9ULT>

b. Les Petits-déjeuners des directions

Initiés en 2013 par plusieurs directeurs et directrices du réseau, cet espace offre en premier lieu un espace d'échanges qui ont souvent exprimé le sentiment

d'isolement dans leur fonction. Il est ainsi l'occasion d'aborder des problématiques rencontrées en matière de gestion des ressources humaines, partenariats, enjeux de financements, etc. C'est également l'occasion d'un échange avec la fédération qui peut alimenter les échanges ou les susciter à partir de questions d'actualités pour le réseau.

En 2018, 2 rencontres se sont tenues : le 27 mars (21 participants) et le 13 décembre (13 participants). La première rencontre a essentiellement porté sur la présentation des nouveaux modèles de budgets de la CAF et la seconde, sur le renouvellement de la convention de partenariat entre la fédération et la CAF.

c. Rencontres des chargé.e.s d'accueil

Les rencontres des chargé.e.s d'accueil sont des espaces d'échanges de pratiques et de partage entre pairs. L'enjeu de ces temps est de travailler à partir des préoccupations des participant.e.s afin de chercher les réponses à leurs questions ou de construire collectivement des solutions face à leurs problématiques. Ces rencontres régulières permettent aux chargé.e.s d'accueil de mieux se connaître, partager et tisser des liens. Des visites de centres sont systématiquement réalisées sur l'ensemble de ces rencontres.

La finalisation du projet de jeu mis en place par les chargé.e.s d'accueil (sur l'année 2017)

Date et lieu : 23 janvier au centre social Césaria Évora à La Courneuve

Ce temps a permis d'aboutir à deux prototypes viables intitulés KIFÉKOI et Le Temps qui court.

13 participant.e.s.

Phase de test des prototypes

Les jeux des chargé.e.s d'accueil ont été testés 6 fois au cours de l'année, sur sites, auprès d'équipes salarié.e.s, de bénévoles et d'usager.e.s des centres sociaux, mais aussi dans les locaux de la Fédération.

(Voir photo p 45)

Animer quand on fait de l'accueil : quels enjeux et quel contexte ?

Date et lieu : 9 octobre au centre social du Vieux Pays à Tremblay en France

Les participant.e.s souhaitaient travailler autour de la notion d'animation pour un accueil plus convivial et vivant mais aussi pour réfléchir à l'implication des chargé.e.s d'accueil du réseau dans l'animation de territoire. Dans l'après-midi les présent.e.s se sont exercé.e.s à la pratique de l'anglais à partir de scénettes.
19 participant.e.s.

Perspectives

La phase de tests des prototypes de jeux réalisés par les chargé.e.s d'accueil s'est finalisée début 2019 et devrait laisser la place à un événement dédié à l'accueil. Par ailleurs les chargé.e.s d'accueil souhaitent poursuivre le travail engagé sur la notion d'animation.

C. L'ACCOMPAGNEMENT DES CENTRES SOCIAUX DANS LE RENOUVELLEMENT DE LEUR PROJET SOCIAL

En 2018, 10 centres sociaux ont bénéficié de l'accompagnement individuel ou collectif de la fédération dans le cadre de leur renouvellement de projet social :

- Maison pour tous Berty Albrecht à Aubervilliers
- Maison de Quartier et de la Citoyenneté Daniel Balavoine à Bondy
- Maison de Quartier et de la Citoyenneté Sohane à Bondy
- Centre Social Intercommunal de la Dhuy à Clichy-sous-Bois
- Centre social Les Epinettes à Gagny
- Centre social des Hauts de Gagny à Gagny
- Maison pour tous de Gournay-sur-Marne
- Centre social Lounès Matoub à Montreuil
- Centre social Louise Michel à Neuilly-sur-Marne
- L'association pavillonnaise pour la jeunesse et la culture (APJC) aux Pavillons-sous-Bois

7 d'entre eux ont renouvelé leur agrément fin 2018/début 2019

Le détail de la formation collective proposée dans le cadre de l'accompagnement au renouvellement du projet social se trouve dans la partie « Qualifications » de ce rapport d'activité. Sur le plan de l'accompagnement individuel, l'équipe salariée de la fédération intervient pour présenter les instances participatives possibles au sein des centres sociaux comme les conseils de maison ou les comités d'usagers ou d'habitants. Elle diffuse ainsi les travaux issus de la recherche-action 2016-2017 sur la participation dans les centres sociaux municipaux. La fédération est ainsi notamment intervenue sur les modalités de la participation des habitants dans les centres sociaux municipaux, auprès des centres Maroc Chatenay Poète, Ambroise Croizat et Germaine Tillon à Pierrefitte-sur-Seine, le 27 juin 2018 avec 15 participant.e.s. Diverses interventions autour des fondamentaux du travail en centre social ou de la méthodologie de projet sont aussi possible et proposées exclusivement aux structures de l'animation de la vie sociale adhérentes de la fédération.

La fédération est par ailleurs soutenue par la CAF pour une délégation de ses données statistiques qu'elle met à disposition des centres demandeurs.

La fédération a par ailleurs poursuivi l'accompagnement à la préfiguration de 3 nouveaux centres sociaux dans des territoires de la Politique de la ville : à Noisy-le-Grand dans les quartiers Coteaux et des Richardets pour la création des Maison pour tous agréées Centre social ainsi qu'à Tremblay-en-France, pour le 3ème centre social, la Maison de quartier du Vert Galant.

Perspectives

La fédération intervient encore à ce jour très peu auprès des structures « candidates » à l'agrément « Espace de vie sociale » : ce constat n'est pas irrémédiable. Objectif partagé par la fédération et son partenaire CAF, l'accompagnement des espaces de vie sociale nécessite des moyens humains et une organisation territorialisée qui sera réfléchi et mise en œuvre à partir de 2019.

D. LES ACCOMPAGNEMENTS THÉMATIQUES

Une bourse aux projets pour accompagner des collectifs d'habitant.e.s et/ou des associations

La Fédération des centres sociaux a renouvelé en 2018 sa bourse aux projets. Elle s'adresse à tous les centres sociaux accompagnant des dynamiques et projets d'habitant.e.s, à tous les porteurs et porteuses de projets en lien avec les structures du réseau, à tous les bénévoles souhaitant développer des projets et enfin à tous les habitant.e.s souhaitant faire évoluer leurs projets et initiatives.

La bourse aux projets, c'est bien plus qu'un coup de pouce financier ! Elle offre la possibilité d'accompagner des projets d'habitant.e.s en travaillant ensemble. L'accompagnement prend en compte un coup de pouce financier afin de renforcer l'action concrète des collectifs et/ou associations.

En 2018, le centre social Mitry Ambourget et le collectif Harmonie d'Aulnay-Sous-Bois ont bénéficié d'une aide financière et d'un accompagnement autour de l'émergence de projets venant du quartier.

Ont également été accompagnés par la FCS93 dans le cadre de la bourse aux projets mais non financés : le centre social APJC aux Pavillons-sous-Bois, le centre social George Brassens à Bondy, le centre social Le Landy à Saint-Ouen, le centre social Cesaria Evora à La Courneuve.



Encourager la mobilité européenne toutes et tous

En 2018, grâce à un soutien financier de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS), la fédération a renouvelé son engagement à encourager la mobilité des jeunes qui fréquentent les centres sociaux afin de mettre à la portée de toutes et tous des dispositifs européens (entre autres) encore trop souvent réservés à un public étudiant ayant plus facilement accès à l'information.

a. Les dispositifs de mobilité européenne et internationale : pourquoi ?

La jeunesse est un parcours au cours duquel un certain nombre de difficultés d'insertion sociale, professionnelle ou de décrochage peuvent apparaître, en particulier en Seine-Saint-Denis. Or, la mobilité peut être un levier important d'apprentissages formels comme informels, de prise de confiance en soi et de découvertes de nouvelles perspectives.

b. Les outils et réseaux à mobiliser !

Différents programmes peuvent notamment être mobilisés par le réseau des centres sociaux comme :

- Le programme Erasmus + qui permet de financer, dans le cadre d'appels à projets, les jeunes et les organismes de jeunesse pour leur permettre d'organiser des projets de mobilité, de partager des pratiques entre professionnels, de participer à la construction de l'Europe et des politiques de jeunesse. Ce programme s'adresse aux jeunes âgés de 13 à 30 ans, mais également aux associations, aux collectivités locales et tout organisme œuvrant dans le domaine de la jeunesse.

Pour plus d'informations, vous pouvez consulter le site d'Erasmus + : <http://erasmusplus-jeunesse.fr/>



- Le Service Volontaire Européen (SVE) fait partie du volet Jeunesse et Sport du Programme Erasmus +. Le SVE offre une expérience de mobilité et d'engagement pour tous les jeunes de 17 à 30 ans dans un autre pays. Il permet de découvrir une autre culture, de vivre une expérience de citoyenneté active et d'acquérir des compétences utiles à l'insertion socio-professionnelle.

Plus d'informations, sur le site de [France Volontaires](https://urlz.fr/9NmL) (<https://urlz.fr/9NmL>)

c. Des partenaires mobilisé

Au niveau local, le partenariat est indispensable au développement d'un projet de mobilité. La fédération des centres sociaux développe en ce sens de nombreux partenariats avec des acteurs de la mobilité (Concordia, Parcours le Monde, Solidarité jeunesse, Via le monde, Agence Erasmus +, CNAV pôle international) notamment au travers du Comité régional de la mobilité européenne et internationale des jeunes (COREMOB) et la plateforme régionale de mobilité afin de co-construire des actions facilitant des départs de jeunes issus des centres sociaux sur des projets/séjours de mobilité.

d. L'accueil de SVE

- Un nouvel accueil mutualisé de 5 Services volontaires européens en septembre 2018, pour un an, dans les centres de la Dhuis et de l'Orange Bleue à Clichy, ainsi qu'à l'APJC et au centre social Jacques Prévert à Gagny. En 2018, l'APJC a accueilli un nouveau partenaire, le collègue Éric Tabarly aux Pavillons-sous-bois qui accueille désormais un volontaire européen dans son équipe, une grande première pour le rectorat de Créteil.

e. Focus sur le Service volontaire européen et la collaboration entre la FCS93 et l'APJC

La fédération encourage la mobilité des jeunes qui fréquentent les centres sociaux, avec l'appui de l'APJC, coordinateur de l'action SVE en Seine-Saint-Denis. Depuis 2014, en moyenne 4 volontaires européens (SVE) sont accueillis chaque année dans 4 structures différentes sur les secteurs de Pavillons-sous-Bois / Clichy-Montfermeil et Gagny. Ils sont accueillis au sein d'une colocation, une manière de mutualiser les coûts, mais surtout de renforcer les synergies entre les volontaires et entre les centres sociaux, et ainsi de favoriser le développement de projets communs. L'accueil de SVE suscite au sein des centres sociaux de l'émulation, de la curiosité et de nombreux échanges interculturels qui peuvent encourager des jeunes séquanodionysiens à se lancer sur un projet de mobilité.

L'APJC est agréée structure d'accueil mais aussi d'envoi de volontaires européens pour permettre l'accompagnement de jeunes des centres sociaux du 93 pour un départ à l'étranger, sur des missions de volontariat pouvant aller de 2 mois à un an. L'APJC, en lien avec les centres sociaux intéressés peut donc accompagner un jeune dans ses démarches pour un projet de départ en SVE.

La fédération travaille à développer cette dynamique et à l'étendre à d'autres secteurs du département tandis que l'APJC assure la coordination technique du projet.

- **Le projet de formation « FAB'US » en partenariat avec la FCSF (2016 à 2018) :**

La FCS93 est partenaire depuis 2016 avec la FCSF et cinq autres fédérations départementales dans le cadre du projet de formation internationale FAB'US, financé par le programme Erasmus Plus, mobilité de personnel de l'éducation des adultes.

Le projet s'inscrit dans la stratégie et dynamique de formation des professionnels et des bénévoles des centres sociaux, avec pour objectif d'observer et de recueillir de bonnes pratiques au sein d'organisations européennes et pourquoi pas favoriser de futures collaborations.

L'année 2018 a clôturé ce projet consacré principalement à l'accompagnement des centres sociaux à ce parcours de formation.

Jeunesse et engagement : l'accueil de jeunes en service civique dans le réseau du 93

En 2018, la Fédération a accueilli 12 nouveaux volontaires en service civique dans 9 centres sociaux : La Dhuy à Clichy-sous-Bois, le centre social Jacques Prévert à Gagny, le centre social du Gros Saule et l'ACSA à Aulnay-Sous-Bois, Le Londeau à Noisy-le-Sec, les centres sociaux Maroc Chatenay Poète et Germaine Tillon à Pierrefitte-sur-Seine, SFM à Montreuil et l'ADEPT93 à Drancy.

Plusieurs formations Civique et Citoyenne ont été organisées à destination des volontaires, ainsi qu'une formation PSC1 en partenariat avec la protection civile en juin 2018.

Au niveau régional, le principe d'une coordination tournante entre les fédérations a été acté, permettant de faciliter la gestion de l'enveloppe commune annuelle, de faciliter les échanges, et d'organiser une à deux sessions annuelles de formation civique et Citoyenne. En 2018, Roman ORINOWSKI, chargé de projets de la FCS93, a été référent régional.



Le service civique : qu'est-ce que c'est ?

Le Service Civique est un engagement volontaire ouvert aux jeunes de 16 à 25 ans possédant la nationalité d'un état membre de l'Union européenne ou de l'espace économique européen, ou justifiant d'un séjour régulier en France depuis plus d'un an, pour l'accomplissement d'une mission d'intérêt général et reconnue prioritaire pour la Nation.

Cet engagement peut être effectué auprès d'organismes à but non lucratif (par exemple, une association loi 1901), ou de personnes morales de droit public (par exemple, une collectivité territoriale), en France ou à l'International. Le temps d'engagement est limité à 24 h par semaine sur 3 ou 4 jours par semaine.

Un référentiel des missions, défini par l'Agence du Service Civique, identifie différents domaines d'actions possibles (Culture et loisirs, Education pour tous, Environnement, Solidarité, Santé, Mémoire et citoyenneté).

A noter l'accomplissement du Service Civique donne lieu au versement d'une indemnité aux volontaires et le centre social est tenu de désigner un tuteur compétent chargé de préparer et de suivre le jeune en Service Civique tout au long de sa mission comme de l'accompagner dans sa réflexion sur son projet d'avenir.

L'engagement et la mise à disposition : le rôle de la fédération de Seine Saint Denis !

L'engagement se fait au niveau du réseau fédéral : c'est la fédération qui gère l'enregistrement des contrats des jeunes volontaires qu'elles engagent, auprès de l'Agence du service civique.

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter Cécile Kula, chargée de projet à la Fédération des centres sociaux de Seine Saint Denis ou retrouver toutes les informations en cliquant sur le lien suivant :

<https://urlz.fr/9NtE>

Egalité de traitement

L'accompagnement des centres sociaux : information, sensibilisation et mise en relation

La FC93 accompagne les centres sociaux dans le cadre de leurs projets en faveur de l'égalité. Tout au long de l'année ce soutien se traduit par des temps de sensibilisation sur site, la mise en lien avec des partenaires, ou encore le prêt de ressources (expositions, photolangages, jeux, expositions...).

La fédération dans le cadre de son rôle d'accompagnement a aussi impulsé une expérimentation en mettant en lien des centres sociaux avec une association développant un projet de parcours vers l'emploi répondant et s'adaptant aux problématiques spécifiques des femmes issues des quartiers prioritaires : discriminations, racisme, sexisme... L'enjeu était celui de proposer un projet entre plusieurs centres, via une entrée insertion professionnelle pour traiter de la question des discriminations sous une nouvelle forme d'accompagnement. Ce projet a été pensé avec l'association Déconstruire et les centres sociaux de Montreuil via trois réunions de préparation.

L'accompagnement des centres dans le cadre de leur dialogue de gestion avec la CNAV ÎLE-DE-FRANCE

Interface-relais entre les centres sociaux et la CNAV, la fédération a accompagné 25 centres sociaux sur différents dialogues de gestion (DG), soit :

- DG 2015-2016 : Relance demandes pièces pour versement des soldes ;
- DG 2016-2017 : 7 centres sociaux suivis pour les bilans finaux envoyés à la CNAV en décembre + 5 pour des demandes de renouvellement ;
- DG 2017-2018 : 5 centres sociaux accompagnés pour les bilans et 2 centres sociaux pour les conventions ;
- DG 2018-2019 : 1 centre social suivi dans le cadre du bilan intermédiaire.

- DG 2019-2020 : 14 centres sociaux accompagnés au total.

Les échanges se sont principalement réalisés par téléphone malgré quelques rendez-vous en face à face. Ce suivi s'est traduit par des échanges sur le contenu des projets et autour du dialogue de gestion CNAV-CS, décryptage des projets de convention CNAV-FD et CNAV-CS, relances diverses, finalisation de l'écriture des projets, travail sur les budgets, indicateurs de suivi, rendus administratifs à la CNAV, documents manquants, point sur les échéances (signature des conventions, déblocage des fonds, pièces manquantes, etc.).

Plus globalement l'accompagnement des centres s'est traduit par l'orientation des professionnel-le-s des centres sociaux vers des événements susceptibles de les intéresser (ex : forum, rencontres...), l'actualisation du pôle ressources de la fédération avec des ouvrages sur la thématique du vieillissement, etc.

La culture

La FCS93 a accompagné le centre social Esperanto dans la création d'un comité culture. En effet, la culture est un enjeu essentiel pour le centre qui l'aborde notamment comme un axe de travail dans son projet social.

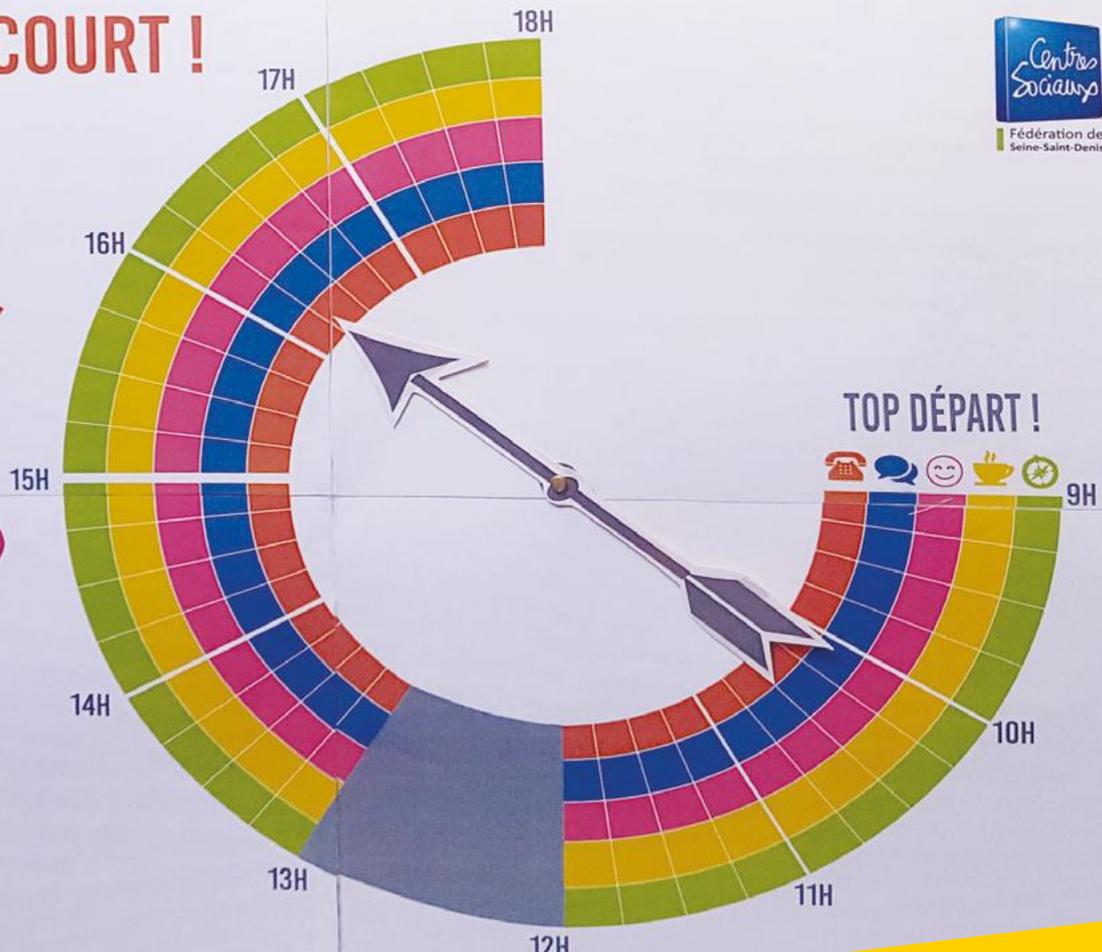
Le comité culture d'Esperanto composé d'individus d'origines professionnelles différents (bénévoles et salariés) s'est tenu pour la première fois en octobre 2018 pour aborder la question de la place de la culture au sein du quartier. Il souhaite désormais sensibiliser d'avantage les habitant.e.s sur les différentes pratiques artistiques (notamment chez les adultes) et faciliter l'accès à la culture.



LE TEMPS QUI COURT ! À VOUS DE JOUER !



- LÉGENDE**
- COORDINATION
 - ANIMATION
 - ACCUEIL
 - DIRECTION
 - SECRÉTARIAT





MISSION 4 :
*Représentation,
promotion
et valorisation
du réseau*

A. VALORISER LES CENTRES SOCIAUX ET PROMOUVOIR LEUR RECONNAISSANCE

a. SENACS – Système d’Echanges National des Centres sociaux : pour une meilleure visibilité de l’action des centres

Après avoir été expérimenté durant cinq années en Rhône-Alpes, SENACS a été élargi en 2011 à quelques territoires français dont la Seine-Saint-Denis.

2018 a encore été une année difficile pour la saisie de leurs données par les centres, notamment car il s’agissait d’une année de double saisie. Les centres ont en effet dû saisir à la fois leurs données N-2 mais aussi celles N-1. Cette double saisie a impliqué plus d’accompagnement des centres pour les relances et le contrôle de cohérence.

61 structures de l’animation de la vie sociale l’ont complété, soit 87%, un taux identique à celui de 2017. La fédération doit trouver, avec le partenaire de cet observatoire, la CAF, une solution pour, à la fois en faciliter la saisie par les centres et leur permettre de s’approprier les résultats de cette obligation de saisie comme un outil leur permettant d’atteindre une meilleure lisibilité et visibilité de leurs actions de terrain.

Par ailleurs, la temporalité de la publication du document final 2017 comportant les chiffres et leur analyse reste à améliorer pour arriver dès les premières semaines de l’année suivant la saisie. Cet enjeu sera d’autant plus important pour l’année 2019 dans la perspective des élections municipales 2020.

b. Les publications de la fédération : pour mieux comprendre des enjeux communs au réseau

Les actions linguistiques dans les centres sociaux du 93



Un état des lieux a été réalisé afin de mesurer l’impact du Contrat d’Intégration Républicaine sur les actions linguistiques menées dans et par les centres sociaux avec des questionnements divers : combien de centres sociaux proposent des actions linguistiques ? Quelles sont les associations ? Quels types de cours sont

proposés ? Quels sont les besoins des apprenant.e.s ? etc.

Le souhait était de mieux comprendre les enjeux à la fois financiers, politiques et éthiques sur les structures et d’affiner la vision de la fédération sur les modalités d’intervention des centres sociaux sur la question de la linguistique.

Ce diagnostic a été réalisé par une stagiaire à la fédération de février à juillet. L’état des lieux (64 pages) est disponible sur demande à la fédération. Une synthèse a été remise aux centres sociaux et le document consultable en ligne : <http://seinesaintdenis.centres-sociaux.fr/files/2019/05/Synthèse-ASL-FD93.pdf>

Les usages du numérique en centre social

► Un groupe de travail mis en place

La Fédération s'est saisie de la question du numérique à travers différentes actions dont la mise en place d'un groupe de travail sur les usages du numérique. Ce groupe de travail a été mis en place en janvier 2016 pour répondre aux sollicitations des centres concernant la dématérialisation croissante des démarches administratives. Il réunit une dizaine de professionnels.

Le travail s'est poursuivi en 2018 à raison de 2 rencontres (le 23/01 et le 28/09), et a permis d'avancer sur plusieurs dimensions de l'approche numérique en centre social :

- Échange de pratiques et d'expériences autour de l'animation d'ateliers numériques (démarches administratives, utilisation des outils numériques etc.)
- Validation de la publication « les usages du numérique en centre social » (anciennement, vadémécum)
- Élaboration d'un référentiel d'action de la médiation numérique en centre social et d'un référentiel de compétences du médiateur social numérique en centre social afin de mieux appréhender l'action et l'interpellation des centres sociaux sur cette question.

Les centres sociaux tentent de répondre aux problématiques d'accès aux droits en développant plusieurs actions, parmi elles :

- La mise en place d'une permanence CAF ;
- L'ouverture d'une application ;
- La mise en place d'ateliers numériques à destination des personnes migrantes ;
- ...

► Les actus de la fédération sur les usages du numérique en centre social !

Document consultable en ligne : <http://seinesaintdenis.centres-sociaux.fr/files/2019/06/Les-usages-du-numérique-en-centre-social-2018-min.pdf>



- Mars : une formation à la médiation numérique et à l'accès aux droits à la FD avec le GRDR.

- Juin : La FD93 est intervenue à la Journée départementale du numérique organisée par le département dans le but de réunir les acteurs de la médiation numérique.

Lors de cette rencontre, la mission société numérique de l'agence du numérique a présenté son kit d'intervention en ligne à destination des aidants luttant contre l'exclusion numérique. Le site explore les différentes postures d'accompagnateurs (de l'accueil au diagnostic en passant par l'orientation).

- Septembre : publication du plan national pour une inclusion numérique par la mission société numérique de l'agence du numérique. Les nouveaux enjeux de l'accès aux droits, journée d'étude de la médiation numérique organisée par la Mission d'animation territoriale et professionnelle du pôle solidarité (MATPPS).

c. Et des publications pour valoriser les projets de centres sociaux

Une recherche-action Jeunesse menée par la Maison de Quartier du Grand Air à Montreuil

La Maison de Quartier du Grand Air à Montreuil expérimente depuis 2016 un mode d'organisation pour structurer un projet jeunesse. Il s'agit d'accompagner une intégration plus grande de l'équipe de l'ex-antenne jeunesse au sein de l'équipe de la Maison de Quartier. Cette évolution de l'organisation ne se fait pas sans obstacle.

Dans un dialogue avec la CAF 93 et la Fédération des

Centres Sociaux de Seine Saint-Denis, le directeur de la Maison de Quartier a engagé une démarche de recherche-action qui poursuit plusieurs objectifs :

- Améliorer la prise en compte des adolescents dans l'animation de la vie sociale et qualifier l'équipe dans ce domaine ;
- Renforcer les liens entre acteurs de l'animation de la vie sociale impliqués dans l'élaboration de projets jeunesse ;
- Mutualiser et diffuser les bonnes pratiques ;

Cette recherche-action arrive aujourd'hui à son terme et ses résultats feront l'objet d'une publication dans le courant du second semestre 2019...donc à suivre !

Un diagnostic sur les questions d'Égalité porté par le Centre social du Grand air à Montreuil



Intervention du centre social le 29 novembre pour présenter son projet de diagnostic Égalité mené en 2018, puis valorisation de ce projet au sein d'un répertoire de projets inspirants.

Document consultable en ligne :

<http://seinesaintdenis.centres-sociaux.fr/files/2019/06/Égalité-Pouvoir-dagir-Actes-de-la-rencontre-du-29-nov-2018.pdf>

Valorisation des projets seniors

Les balades urbaines du centre social Lounès Matoub à Montreuil mises à l'honneur dans un document national



« La vieillesse, une ressource pour la société » - Publié le 18 mars 2018 (consultable en ligne: <https://urlz.fr/9Rax>)

En parallèle de l'évaluation des projets seniors réalisée au sein des centres sociaux en Ile-de-France, un documentaire à été réalisé avec la participation du centre social André Malraux. Au sein de ce mini-documentaire, des témoignages, captation d'ateliers et moments pris sur le vif.

B. DES PARTENARIATS DÉPARTEMENTAUX SOLIDES ET ANCRÉS SUR LES PRATIQUES DE TERRAIN

a. Une représentation de la FCS93 dans de nombreuses instances

L'animation de réseau permet par ailleurs d'alimenter notre fonction de représentation du réseau dans différentes instances et groupes de travail. Ainsi, en 2018 :

L'ODDS – l'Observatoire départementale des données sociales

Représentation de la fédération au sein des comités de pilotage ainsi qu'au sein des comités techniques de l'Observatoire départemental des données sociales (ODDS) porté par le Département. Y participent et contribuent de nombreuses institutions comme les services de l'Etat (Préfecture, Cohésion sociale, Education nationale, Pôle Emploi, Environnement, etc.), la CAF, la CNAV, CPAM, UDCCAS ainsi que quelques représentants des collectivités.

- Le 27 septembre dernier, l'ODDS organisait une rencontre de restitution de son enquête 2016-17. Le président de la fédération y est intervenu. Les actes de cette rencontre sont disponibles à la fédération.

Plus d'informations : <http://www.odds93.fr/>

Le Schéma de l'Animation de la vie sociale

Participation au comité d'évaluation du Schéma de l'Animation de la Vie Sociale (AVS) animé par la CAF ; on y retrouve l'ensemble des acteurs précédents cités ainsi que les représentants de la CRAMIF. Ce schéma 2014-2018 va donc entrer dans sa phase de renouvellement.

La Commission d'agrément Jeunesse Education Populaire (JEP) et le comité départemental de promotion de la laïcité

Participation de la fédération aux Commissions d'agrément Jeunesse Education Populaire (JEP) animées par la Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS). Ainsi qu'au Comité départemental de promotion de la laïcité animé par la CAF 93.

Le dispositif local d'accompagnement

Implication dans les Comités de suivi du Dispositif Local d'Accompagnement (DLA) jusqu'au départ de Céline HEITZMANN ; cette instance animée par la FOL 93 permet de se tenir au courant à la fois du dynamisme de la vie associative séquanodionysienne mais aussi de ses problématiques récurrentes notamment au niveau des ressources humaines et des organisations.

Le REAPP – Réseau d'appui et d'accompagnement des parents

Jusqu'au départ de la précédente déléguée en août 2018, la fédération s'investissait dans l'animation du Réseau d'Appui et d'Accompagnement des Parents (REAPP) portée par le Centre de ressources pour la politique de la ville en Seine-Saint-Denis, Profession Banlieue.

Le schéma départemental Petite enfance et Parentalité

En fin d'année 2018, la fédération a été invitée par le Département à rejoindre le comité de pilotage du Schéma départemental Petite enfance et Parentalité.

Pour finir, dans le cadre du suivi de la convention de partenariat de la fédération avec son partenaire privilégié, la CAF, des comités techniques réguliers sont organisés tous les 2 mois avec les conseillères techniques qui suivent les structures de l'animation de la vie sociale sur le département, à savoir Mesdames Sy, Jouret et Sy (3 personnes). Cette convention arrivant à son terme en fin d'année 2018, un comité de pilotage s'est tenu au mois de décembre en présence de messieurs Belmounès et Scarfogliero ainsi que de Mesdames Galley et Aouab. Ce comité a été l'occasion de mettre à plat les dysfonctionnements mutuels entre la fédération et son partenaire notamment dans le cadre du suivi de proximité des centres sociaux. Les moyens humains dédiés à cette fonction sur le département étant largement en-dessous des besoins puisqu'il existe à l'heure actuelle près de 85 structures de l'animation de la vie sociale, il est impératif de trouver un équilibre et une juste répartition territoriale dans l'accompagnement et le suivi des centres sociaux et socioculturels et des espaces de vie sociale.

b. Le GRDR Migration-Citoyenneté-Développement

Poursuite de la coopération avec le GRDR Migration-Citoyenneté-Développement : participation à leur diagnostic pour un meilleur accompagnement des familles sur l'accès aux droits. Nous en attendons les résultats pour dessiner les perspectives 2019 à venir.

c. MONALISA 93

La FCS93 fait partie du collectif des initiateurs MONALISA 93. Son implication dans ce collectif lui permet de représenter les centres sociaux et de communiquer sur leurs projets auprès des acteurs départementaux qui luttent contre l'isolement des personnes âgées.

-> Une réunion le 26/10.

Les centres sociaux 93 figurent sur la cartographie départementale portée par MONALISA 93 et le département qui vise à identifier et relayer les coordonnées des structures qui luttent contre l'isolement et en faveur du développement du lien social.

C. DES PARTENARIATS RÉGIONAUX QUI ALIMENTENT ET SOUTIENNENT LE PROJET FÉDÉRAL TERRAIN

a. Coordination Régionale des Associations de Jeunesse et d'Education Populaire d'Ile-de-France (CRAJEP)

La représentation du réseau des centres sociaux à la CRAJEP s'effectue à travers l'Union Régionale UFFCS, membre de son Conseil d'administration depuis 2015.

b. Direction Régionale De la Jeunesse et des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS)

Toujours au travers de notre implication au sein de l'Union régionale UFFCS, la fédération bénéficie d'un

soutien de la DRJSCS à la fois sur son fonctionnement en tant que réseau mais aussi par l'octroi de postes FONJEP. En contrepartie, les fédérations mettent à disposition de cette instance régionale leur fonction ressources notamment sur la participation des habitants. Ce partenariat permet par ailleurs de valoriser le dynamisme des centres sociaux à l'échelle régionale puisque ces derniers sont représentés dans différentes instances comme la commission d'attribution des postes FONJEP ou encore, le soutien à la vie associative et notamment dans le champ de l'éducation populaire.

c. LA CNAV

Au côté de l'Union régionale UFFCS, la fédération FCS 93 participe aux comités de pilotage animés par la CNAV. Ces comités visent à assurer le suivi de la convention régionale qui lie notre fédération à cette institution et permet une meilleure information de proximité concernant les orientations et critères de leur appel à projet annuel.

E. LA DIFFUSION D'INFORMATIONS ET D'OUTILS : SITE INTERNET, FIL INFOS 93, DOCUMENTS DE COMMUNICATION

Site internet, réseaux sociaux, newsletter... La fédération des centres sociaux de Seine-Saint-Denis a fait évoluer ses outils de communication. Pour faire connaître ses actions et informer son réseau, elle s'adapte continuellement à son temps par différents moyens de communication :



1. SITE INTERNET

Le site a été actualisé régulièrement et alimenté par la parution d'articles sur l'actualité du réseau et de la Fédération. Cette année 14 articles ont été publiés. Il tend à devenir un véritable outil au service de l'animation et de la valorisation de notre réseau des centres sociaux.

<http://seinesaintdenis.centres-sociaux.fr/>

En 2018, 57 881 vues ont été comptabilisées avec une moyenne de 159 vues par jour. Les pages les plus consultées sont :

- Accueil/Archives (6 167 vues)
- Le réseau 93 (4 678 vues)
- Catalogue de formations (3 013 vues)
- Le centre social (2 439 vues)

2. FIL INFOS 93 / INFOS FÉDÉ 93

Fil Infos 93 :

La diffusion hebdomadaire de notre newsletter « Fil Infos 93 » s'est poursuivie. Sur l'année 2018, 36 parutions ont été envoyées à tous nos inscrits. (salarié-e-s, bénévoles, partenaires). Le fichier de contacts compte 520 abonnés, ce qui représente 40 nouveaux abonnés sur l'année 2018.

En moyenne, le taux d'ouverture s'élève à 16.46%.

L'Info FD :

La diffusion de notre INFO FD s'est poursuivie avec 2 numéros parus sur l'année 2018 (n°33 et n°34).

Les thématiques abordées dans l'Info FD n°34 par exemple :

- Retour sur l'Assemblée Générale du 22 juin dernier
- Rencontre départementale égalité
- Réseau jeunes 93
- Les 20 ans du festival Transit

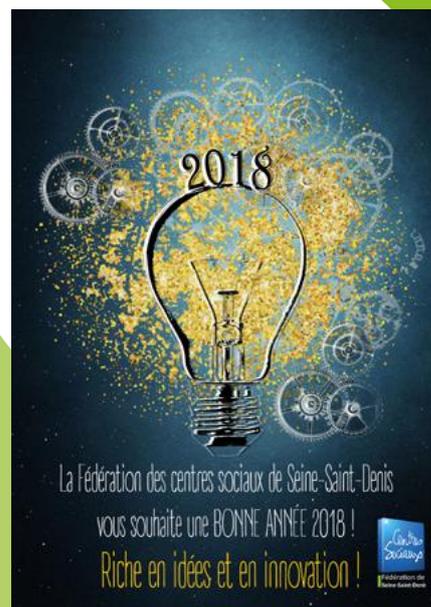
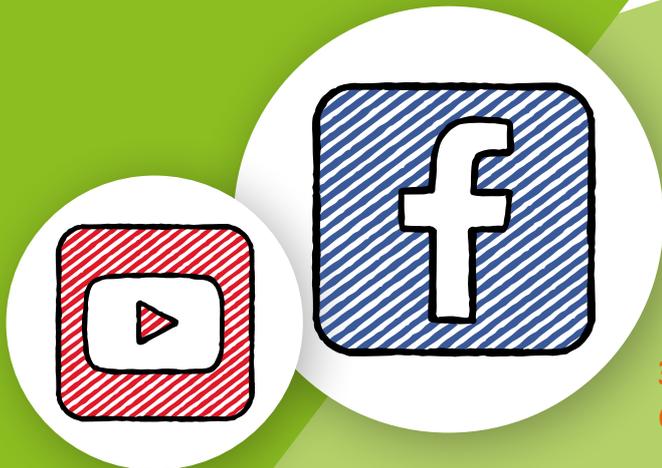


En complément des outils de communication numériques, la fédération a lancé sa page Facebook fin 2018 afin de permettre à ses adhérents et au grand public de s'informer en temps réel sur les actualités du réseau.

<https://www.facebook.com/FDCS93/?ref=bookmarks>

La fédération dispose également d'un compte Youtube.

<https://www.youtube.com/channel/>



3. PARUTIONS ET DOCUMENTS DE COMMUNICATION SUR 2018

- Carte de vœux 2018
- Invitation à la rencontre égalité de 2018
- Communication du festival Transit 2018 (programme et affiche)
- Catalogue de formation du 1^{er} et 2nd semestre 2018
- Communication sur la Mobilisation pour tous (affiche, dossier de presse, communiqué de presse)

Voir plus de publications 2018 de la FCS93 dans ce rapport d'activité



A stylized number 5 logo consisting of three concentric outlines, positioned inside a white circle which is set against a blue triangular background in the top-left corner of the page.

Annexes

A.COMPTE DE RÉSULTAT

Charges (ttc)	Du 01/01/2018 au 31/12/2018		31.12.2017
	Montant	Total	Total
CHARGES D'EXPLOITATION			
ACHATS DE MARCHANDISES			
VARIATION DE STOCK			
ACHATS MATIERES PREMIERES AUTRES APPROVISIONNEMENTS			
VARIATION DE STOCK			
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERIEURES	139 847.13		138 702.58
IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	9 794.00		7 847.00
SALAIRES ET TRAITEMENTS	149 840.14		150 913.15
CHARGES SOCIALES	58 781.87		60 266.13
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		24 881.23	29 700.59
/IMMOBILISATIONS : DOTATION AUX AMORTISSEMENTS	24 881.23		23 200.59
/IMMOBILISATIONS : DOTATION AUX PROVISIONS			
/ACTIF CIRCULANT : DOTATION AUX PROVISIONS			
RISQUES & CHARGES : DOTATION AUX PROVISIONS			6 500.00
SUBVENTIONS ACCORDEES PAR L'ASSOCIATION			
AUTRES CHARGES	882.81		0.01
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (1)		384 027.18	387 429.46
QUOTES-PARTS DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN (2)			
CHARGES FINANCIERES			
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS			
INTERETS ET CHARGES ASSIMILES			
DIFFERENCES NEGATIVES DE CHANGE			
CHARGES NETTES / CESSION VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT			
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (3)			
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
SUR OPERATIONS DE GESTION	3 801.50		
SUR OPERATION EN CAPITAL			
DOTATION AUX PROVISIONS REGLEMENTEES			
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS EXCEPTIONNELS			
DOTATION AUX PROVISIONS REGLEMENTEES STOCKS			
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (4)		3 801.50	
ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES (5)			10 000.00
PARTICIPATION DES SALARIES AU RESULTAT (6)			
IMPOTS SUR LES SOCIETES (7)			
TOTAL DES CHARGES		387 828.68	397 429.46
SOLDE CREDITEUR = BENEFICE			3 371.37
TOTAL GENERAL		387 828.68	400 800.83

Produits (ttc)	Du 01/01/2018 au 31/12/2018		31.12.2017
	Montant	Total	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION			
VENTES DE MARCHANDISES			
PRODUCTION VENDUE	4 200.00		
SOUS-TOTAL A		4 200.00	
PRODUCTION STOCKEE			
PRODUCTION IMMOBILISEE			
SUBVENTION D'EXPLOITATION	178 162.00		202 065.50
REPRISES SUR PROVISIONS TRANSFERT DE CHARGES	26 775.48		12 083.90
COLLECTES			
COTISATIONS	129 835.58		125 269.60
AUTRES PRODUITS	23 978.65		31 552.18
SOUS-TOTAL B		358 751.71	370 971.18
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (1)		362 951.71	370 971.18
QUOTES-PARTS DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN (2)			
PRODUITS FINANCIERS			
DE PARTICIPATION			
D'AUTRES VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT ET CREANCES			
AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	516.60		856.97
REPRISES SUR PROVISIONS			
TRANSFERT DE CHARGES			
DIFFERENCES POSITIVES DE CHANGE			
PRODUITS NETS / CESSION VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT			
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (3)		516.60	856.97
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
SUR OPERATIONS DE GESTION	4 521.82		46.67
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	7 612.78		7 726.01
REPRISES SUR PROVISIONS			
TRANSFERT DE CHARGES			
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (4)		12 134.60	7 772.68
REPORT DES RESSOURCES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS	10 000.00		21 200.00
TOTAL DES PRODUITS		385 602.91	400 800.83
SOLDE DEBITEUR = PERTE		2 225.77	
TOTAL GENERAL		387 828.68	400 800.83

B.BILAN

Actif	Du 01/01/2018 au 31/12/2018			31.12.2017
	Brut	Amort	Net	Total
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	669.00	669.00		
FRAIS D'ETABLISSEMENTS				
FRAIS D'AUGMENTATION DE CAPITAL				
FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT				
CONCES. BREVETS LICENCES MARQUES	669.00	669.00		
DROIT AU BAIL				
AUTRES				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES EN COURS				
AVANCES ET ACOMPTE				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	382 407.53	67 310.96	315 096.57	339 977.80
TERRAINS	25 000.00		25 000.00	25 000.00
CONSTRUCTIONS SUR SOL PROPRE	317 813.00	36 586.27	281 226.73	299 508.03
CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI				
INSTALLATION TECHNIQUE MATERIEL ET OUTILLAGE				
AUTRES	39 594.53	30 724.69	8 869.84	15 469.77
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS				
AVANCES ET ACOMPTE				
IMMOBILISATIONS GREVEES DE DROITS				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
PARTICIPATIONS				
CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS				
AUTRES TITRES IMMOBILISES				
PRETS				
AUTRES				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (1)	383 076.53	67 979.96	315 096.57	339 977.80
STOCKS ET ENCOURS				
MATIERES PREMIERES & AUTRES APPROVISIONNEMENTS				
EN COURS DE PRODUCTION				
PRODUITS INTERMEDIAIRES				
MARCHANDISES				
FOURNISSEURS AVANCES ET ACOMPTE VERSES/COMMANDES				2 000.00
CREANCES	73 306.67		73 306.67	21 889.07
CREANCES USAGERS ET COMPTES RATTACHES	42 341.43		42 341.43	13 268.17
AUTRES	30 965.24		30 965.24	8 620.90
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
DISPONIBILITES	165 044.14		165 044.14	265 237.29
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	292.64		292.64	2.24
TOTAL ACTIF CIRCULANT (2)	238 643.45		238 643.45	289 128.60
CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES (3)				
PRIMES DE REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (4)				
ECART DE CONVERSION ACTIF (5)				
TOTAL GENERAL	621 719.98	67 979.96	553 740.02	629 106.40

Passif	31/12/2018	31.12.2017
	Montant	Total
FONDS PROPRES		
FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE	73 324.13	73 324.13
ECART DE REEVALUATION		
RESERVES	72 700.61	75 143.64
REPORT A NOUVEAU	11 748.11	5 933.71
RESULTAT DE L'EXERCICE	-2 225.77	3 371.37
TOTAL FONDS PROPRES (1)	155 547.08	157 772.85
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE		
ECART DE REEVALUATION		
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	123 666.67	131 279.45
PROVISIONS REGLEMENTES	54 000.00	54 000.00
DROITS DES PROPRIETAIRES		
TOTAL AUTRES FONDS ASSOCIATIFS (2)	177 666.67	185 279.45
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS (1 + 2)	333 213.75	343 052.30
PROVISIONS POUR RISQUES		6 500.00
PROVISIONS POUR CHARGES	21 944.02	22 944.02
TOTAL DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (3)	21 944.02	29 444.02
FONDS DEDIES (4)		10 000.00
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES D'ETABLISSEMENTS DE CREDITS		
EMPRUNTS ET DETTES FINANCEURS DIVERS	99 457.50	111 957.90
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES		
DETTE FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	69 900.18	64 331.98
DETTE FISCALES ET SOCIALES	25 282.53	62 474.16
DETTE SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES		
AUTRES DETTES	3 942.04	7 846.04
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		
TOTAL DETTES (5)	198 582.25	246 610.08
ECARTS DE CONVERSION PASSIF (6)		
TOTAL GENERAL	553 740.02	629 106.40

RAPPORT FINANCIER – COMPTES 2018

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 21 JUIN 2019

Les comptes de **bilan de l'exercice 2018** présentent à l'actif comme au passif un total de **553 740,02 €**.

Le compte de résultat affiche un montant proche de l'équilibre entre les charges et les produits de **387 828,68 €** (contre 400 800,83 € en 2017) ; soit un léger déficit de 2 225,77€.

L'appréciation de la situation financière de l'exercice comptable s'appuie sur deux outils : le bilan et le compte de résultat.

Le **bilan 2018** note une nouvelle fois la stabilité financière de l'association, avec l'investissement dans le nouveau siège fédéral (achat octobre 2016) et le maintien de sa capacité de financements de besoins à courts terme. Ces deux derniers exercices confirment que l'achat ne déséquilibre pas la structure financière de l'association.

► BILAN

A l'actif

Immobilisations nettes : 315 096,57 €

Les immobilisations nettes comprennent le nouveau siège fédéral, terrain et bâtiment acquis fin 2016 par la fédération.

Les investissements en matériel – véhicule, équipement informatique et mobilier en cours d'amortissement pour un montant de 8 869,84 €.

Actif circulant : 73 0306,67 € (contre 23 889,07€ en 2017) et valeurs disponibles (165 044,14 € contre 265 237,29 € en 2017).

Il se compose essentiellement des créances des centres sociaux (cotisations) et subventions attendues, ce qui représente un total de 42 341 € à recevoir.

Même si le fond de roulement est en baisse (238 643 € contre 288 804 € en 2017), il reste cependant positif, ce qui signifie que les ressources stables suffisent à financer les besoins à long terme de l'association.

Au passif

Fonds propres : 355 157,77€ (contre 382 496.32 € en 2017)

(Incluant : fonds propres et associatifs, provisions pour risques et charges et fonds dédiés).

Ils représentent **64%** des ressources inscrites au bilan et sont stables ces deux dernières années. Ils incluent notamment aux fonds associatifs la subvention CAF liée à l'achat du siège fédéral ainsi que des réserves non entièrement mobilisées sur l'exercice comptable.

La réserve « **mobilité réseau** » est toujours disponible (9999.60€) : non mobilisée jusqu'à ce jour, elle reste importante à maintenir, notamment dans la perspective du Congrès FCSF de 2021.

La réserve « **Bourse aux projets** », dotée à la hauteur des intérêts financiers jusqu'en 2017 doit permettre de financer les derniers projets en cours.

Dettes à court terme : 198 582,25 € (contre 246 610.08 € en 2017)

Les dettes à court terme comprennent notamment les emprunts à taux zéro (CAF et FCSF) pour l'investissement relatif à l'achat du siège fédéral.

Le reste comprend les dettes fournisseurs (notamment la part de la cotisation FCSF 2018), ainsi que les dettes fiscales et sociales.

Le besoin en fond de roulement est négatif : - 124 982,94 € (actif circulant – dettes fournisseurs, fiscales et sociales), c'est-à-dire que l'association n'a pas besoin d'utiliser des ressources à long terme pour financer des besoins à court terme.

Cette situation nous permet de maintenir notre capacité à soutenir financièrement les structures du réseau si nécessaire.

► **COMPTE DE RESULTAT**

Résultat net de l'exercice 2018

Les charges de l'exercice 2018 sont de 387 828,68 € (contre 397 429,46 € en 2017). Les produits s'élèvent à un total de 385 602,91 € (contre 400 800,83€ en 2017).

Le résultat net de l'exercice est de - **2 225,77 €** (contre +3 371,37 € en 2017).

Concernant les charges :

Elles sont en légère diminution par rapport à 2017 (environ 3 000 €), avec pour principales évolutions :

Une légère baisse de la masse salariale expliquée par une anticipation des départs dans l'équipe (notamment provision en 2017 pour le départ de la déléguée).

Une stabilisation des postes des achats et charges extérieures, travaillée pour anticiper la diminution des produits.

Concernant les produits :

On note une diminution de 8 019,47€ avec principalement :

Une légère augmentation des cotisations (+ 4 000 €).

Une diminution des subventions imputable notamment à une diminution des crédits CAF (passés de 95 000 € en 2017 à 80 000 € en 2018), Politique de la Ville (- 7 500,00 €), de la subvention du Département (- 3 500,00 €), ainsi qu'à la fin du dispositif Emploi tremplin de la Région.

► **Ce qui nous amène pour 2018 à une diminution des subventions de - 23 903 €**

La diminution des produits d'exploitation observée cette année aura été atténuée par **l'augmentation des cotisations des adhérents liée à l'adhésion d'un centre social en 2018 et à une légère augmentation de quelques PLA**, ainsi que par la mise à disposition de personnel (**agent d'entretien en prestation et non salariée**).

Comme l'an dernier, nous observons une tendance nette de diminutions des subventions de la fédération (subventions de projets et aides au poste) qui doit nous inviter à repenser les moyens de pérenniser et de renforcer notre action à destination du réseau.

Proposition d'affectation du résultat: - 2 225,77 € :

- Reprise de la réserve « Inauguration » pour **6700 €**
- **8 925,77 €** à affecter en report à nouveau

JEU DE L'ÉVALUATION DU PROJET FÉDÉRAL 2015-2018



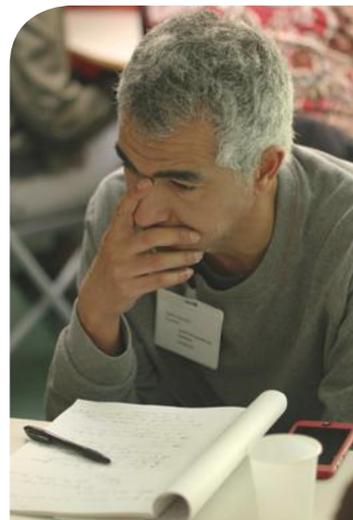
La fédération a créé un jeu ludique pour évaluer le projet fédéral 2015-2018. Il se joue à 4 personnes et à partir d'un plateau, d'un dé et de fiches quizz. Il permet aux joueurs d'échanger à partir des réalisations de la FCS93 et de se positionner sur plusieurs affirmations telles que :

- La fédération se positionne sur des actualités qui impactent les centres sociaux ;
- La FD a mis en place des formations qui répondent aux besoins du réseau ;
- Des liens entre habitant-e-s et bénévoles ont été créés ;
- La fédération a développé le travail autour de l'accueil en centre social.

Si vous souhaitez y jouer, n'hésitez pas à en faire la demande à la fédération !



Perspectives pour 2019



Photos des États
Généraux 2019

L'activité de la fédération en 2018 a permis une qualification des bénévoles et des professionnels œuvrant dans le cadre des activités des centres sociaux du département et une montée en compétences pour mener des projets avec et pour les habitants du département. La finalité de toutes les actions de la FCS 93 est bien de développer le pouvoir d'agir et donc la citoyenneté active des habitants et professionnels de la Seine-Saint-Denis, de lutter contre les discriminations, de prévenir les ruptures sociales et de favoriser la mobilité des jeunes et notamment, leur insertion sociale et professionnelle, enfin de garantir, par la qualité de service, l'accès aux droits.

La mobilisation pour le Français pour tout.e.s du 18 octobre dernier a démontré la force du réseau et sa volonté d'interpeller les institutions sur les difficultés de la Seine-Saint-Denis. En 2019, la fédération souhaite pouvoir porter à connaissance de ses partenaires, des solutions réfléchies au sein du réseau pour pallier au manque de financements publics nationaux concernant l'apprentissage du français.

Du turn-over dans l'équipe fédérale a perturbé le pilotage des orientations : un départ en congé maternité (en avril) suivi d'une démission (en juillet) puis une rupture conventionnelle (en août), 2 démissions (octobre et décembre) et 1 fin de CDD non renouvelé (novembre). Des difficultés ont été rencontrées pour recruter sur le poste de Déléguée fédérale : le poste est resté vacant 3 mois ; au-delà des actions non réalisées ou stoppées par ces différents départs, c'est surtout le pilotage de la fédération qui s'en est ressenti. Enfin, le Festival Transit a pâti à la fois du turn-over et de la Coupe du Monde ! Beaucoup moins de spectateurs ont participé à la représentation départementale du 7 juillet 2018.

Ces difficultés de turn-over et de recrutement dans les équipes sont également rencontrées dans les centres au niveau départemental. Enfin, une problématique de niveaux de formation semble émerger.

Beaucoup reste à faire sur le développement du pouvoir d'agir et le réseau reste faiblement mobilisé sur la création et l'animation d'instances participatives au sein des centres sociaux. Si la mobilisation des bénévoles reste forte au sein des centres sociaux, ces derniers ne sont pas forcément associés aux décisions et instances stratégiques.

Le projet fédéral de la FCS 93 est arrivé à son terme en 2018, son évaluation prévue en 2019 permettra de remobiliser le réseau sur les fondamentaux des centres sociaux et d'adapter notre activité au plus près des besoins des centres, intervenir ainsi en proximité afin que l'information diffusée par le réseau, ses ressources et son identité soient mieux appropriées.



**Fédération de
Seine-Saint-Denis**

*21, allée Jules Guesdes
93320 Les Pavillons-sous-Bois
01 41 50 52 67*

**contact@centres-sociaux93.fr
www.seinesaintdenis.centres-sociaux.fr**

*Conception et réalisation graphique : Angélique Machado - Graphiste GECS93 / Edwige Daniel - Chargée de communication FCS93 - Juin 2019
Textes : Équipe Fédérale - Iconographies : Ferhat Tugna / www.ferhat-tugna.com (Centre social Georges Brassens) et autres sources - Imprimeur : ITF (Mulsanne - 72)
© 2019 Fédération des centres sociaux et socioculturels de Seine-Saint-Denis - Toute reproduction interdite - Tous droits réservés - NE PAS JETER SUR LA VOIE PUBLIQUE.*

